

Chômage Précarité Exploitation



Mobilisation
contre le CPE

p. 2

Dossier: le
rôle de la
jeunesse

p. 6

Histoire:
Le mouvement
de 1986

p. 10

Retour de
Bamako

p. 12

RESISTANCE!

Mobilisation contre le

C P E

Contrat Précarité Exploitation

Le 7 février n'est qu'un début!

Nous étions plusieurs centaines de milliers dans la rue le 7 février. Une bonne moitié des manifestants ont semblé-t-il être des salariés âgés. Cette première mobilisation était une réussite, mais beaucoup reste encore à faire: le gouvernement ne compte pas reculer si facilement.

Des assemblées générales se sont tenues dans de nombreuses villes et universités. La grève commence à être votée dans les endroits où la mobilisation est la plus avancée. Le bilan qui est tiré du mouvement lycéen et du mouvement étudiant de 2003, c'est que la grève avec blocage dans les facs et les lycées est une méthode de lutte indispensable pour mettre en place une mobilisation massive et capable d'imposer un rapport de force.

Cette méthode de lutte pourrait bien se répandre très vite dans les semaines prochaines. Face à cela, même si les organisations comme l'UNEF, l'UNL et le MJS ont été à la pointe de la mobilisation à son début, elles sont maintenant dépassées par ce qu'elles ont lancé. Elles cherchent surtout à *apparaître* comme les organisations qui sont les plus offensives mais, dans de nombreuses villes et assemblées générales, leurs directions tentent de freiner la mobilisation sur deux aspects. Le premier est la construction d'un mouvement de masse, structuré, organisé démocratiquement. Le deuxième est la nécessité de ne pas se contenter de revendications sur le

Contrat première embauche. Elles ont bien saisi les questions fondamentales qui se posent dans le mouvement. En refusant pour l'instant qu'une coordination nationale du mouvement se tienne, en essayant de faire que le mouvement soit structuré par des réunions entre organisations et pas par des assemblées générales souveraines, les directions réformistes tentent de limiter l'implantation à la base du mou-

vement et la possibilité pour ceux qui se mobilisent de décider par eux-mêmes de comment lutter. En refusant d'élargir les revendications, elles tentent d'empêcher que le mouvement réponde aux enjeux réels: celui de notre avenir. En effet, le CPE pose le problème de la possibilité d'avoir dans notre vie des contrats de travail avec un minimum de garanties, de droits. Villepin l'a annoncé: si le CPE passe, il cassera aussi le CDI. Il est nécessaire que le mouvement ne se contente pas de refuser le CPE pour plusieurs raisons. La première est que les problèmes des jeunes aujourd'hui sont bien plus larges. Dès maintenant, des mobilisations ont lieu dans les universités contre la baisse des postes aux concours de l'enseignement, et d'autres mobilisations ont lieu, dans certaines, facs, dans des lycées (notamment dans le 93) contre le manque de moyens pour l'éducation. Nous avons tout intérêt à unifier ces mobilisations. La deuxième raison d'élargir les revendications est que le CPE est la suite

directe du CNE, le même contrat, mais pour tous les salariés dans les entreprises de moins de 20 salariés. Les contrats précaires se développent de plus en plus, et touchent de plus en plus de catégories de travailleurs et de jeunes.

Un mouvement qui se bat contre le CPE et contre le CNE, pour des créations de postes dans l'enseignement, contre les licenciements et pour la transformation de tous les contrats précaires en emplois stables a bien plus de chances de gagner et de changer réellement les conditions de travail des jeunes. Alors, tous ensemble!

Antoine, [Jussieu]

Contre le CPE, la mobilisation s'organise à Lille

Le lundi 23 janvier s'est déroulé à Lille la première réunion du collectif lillois pour le retrait du CPE. Étaient présents entre autres les syndicats étudiants et de travailleurs et la plupart des organisations politiques de gauche. Un tract demandant l'abrogation du CPE et du CNE et élargissant aux suppressions de 6000 postes dans l'éducation nationale et à la casse du code du travail a été diffusé par ce collectif. Des AG d'informations et de mobilisations ont eu lieu sur les 3 facs de Lille et tous les bahuts ont reçu des tracts au moins une fois. Résultat, le 2 février, un cortège de 500 étudiants et lycéens est parti en manif pour rejoindre celui de la fonction publique. Un appel à une AG le soir à 18 heures a circulé initié avant tout par les JCR. L'appel est relayé du bout des lèvres par les squatteurs des mégaphones (MJS essentiellement) et l'UNEF et le MJS boycott l'AG.

Ce début de mobilisation donne confiance mais il faut d'ores et déjà nous donner les moyens de construire un vrai rapport de force de l'ensemble de la jeunesse et des travailleurs pour faire reculer le gouvernement. Cela passe par une mobilisation massive, par l'organisation d'AG de mobilisation concrète pour entraîner le maximum de lycéens et d'étudiants dans les manif et pour pousser à la grève reconductible. En effet, seule une grève d'ampleur avec des mots d'ordre élargis (CNE, suppressions de postes, LMD, loi sur la recherche...) permettra de gagner sur l'ensemble de nos revendications et d'empêcher les directions bureaucratiques de récupérer le mouvement.

Damien, [Lille]



Infos de Brest

La manifestation du 7 février a réuni 8000 à 10000 personnes. Peu d'étudiants, beaucoup de jeunes précaires, et de lycéens, notamment des lycées professionnels. L'assemblée générale des jeunes a décidé de se battre contre la globalité du projet de loi. Les JCR, la JC, Sud-étudiant, la CNT construisent le mouvement. L'Unef et le MJS ne participent pas réellement aux assemblées générales de ville. La mobilisation reste faible au niveau des universités. Des actions sont prévues devant les permanences UMP et la chambre de commerce.

D'après un mail de nos camarades, [Brest]

Chiffres de mobilisation de la manif du 7 février

Agen: 1200	Lille: 10000
Albi: 5000	Limoges: 4000
Angers: 5000	Lorient: 4500
Arras: 2000	Lyon: 10000
Auch: 1500	Marseille: 20000
Auxerre: 1000	Metz: 3000
Avignon: 5000	Montbéliard: 1500
Bastia: 500	Montpellier: 10000
Bayonne: 2000	Mulhouse: 4000
Besançon: 3000	Nancy: 3000
Blois: 1500	Nevers: 2000
Boulogne-sur-Mer: 1500	Nice: 5000
Bourg-en-Bresse: 3000	Paris: 45000
Bourges: 1800	Le Puy-en-Velay: 1700
Bordeaux: 10000	Quimper: 3000
Brest: 8000	Pau: 3000
Caen: 7000	Perpignan: 1000
Calais: 2000	Rennes: 10000
Chambéry: 3000	Roanne: 5000
Chartres: 1000	Strasbourg: 3000
Cherbourg: 1000	Saint-Brieuc: 9000
Clermont-Ferrand: 10000	Saint-Étienne: 10000
Dole: 1000	Tarbes: 1000
Dunkerque: 1200	Toulon: 10000
Draguignan: 800	Toulouse: 15000
Épinal: 2000	Valence: 2000
Grenoble: 15000	Vannes: 2500
Laval: 2500	Vierzon: 1300

Le CPE, une attaque sans précédent

Depuis maintenant plusieurs jours, on ne cesse de le répéter: le chômage des jeunes atteint plus de 23%. À la sortie de la révolte des banlieues, le gouvernement Villepin a décidé de faire de la lutte contre ce chômage son cheval de bataille.

En fait la méthode utilisée est toujours la même: on prend un problème, on fait croire qu'on veut s'en occuper, et en fait on sort une réforme qui ne fait qu'aggraver les choses et qui va dans le sens du patronat.

Le CPE (contrat première embauche) est un amendement à la fameuse loi sur « l'égalité des chances » (et oui nos dirigeants ont de l'humour...), qui comporte aussi la mise en place de l'apprentissage dès 14 ans. Ce contrat signifie que toutes les entreprises peuvent embaucher des jeunes de moins de 26 ans, en faisant signer un contrat avec une période d'essai de 2 ans, appelée par le gouvernement « période de consolidation de l'emploi ». Cette réforme, loin de résoudre les problèmes de chômage, va en fait plonger toute la jeunesse dans la précarité la plus extrême; c'est sans doute cela « l'égalité des chances »: faire que tout le monde soit dans la merde. Comment penser qu'avec une période d'essai de deux ans, on puisse se trouver un logement. Mais ce que recherche vraiment la classe

dirigeante, c'est que les jeunes soient de bons petits moutons et qu'ils acceptent n'importe quelles conditions de travail car, du jour au lendemain, ils peuvent se retrouver sans rien.

Pour une vraie répartition du travail

Le patronat ne souhaite pas du tout résoudre les problèmes de chômage. Cette situation est en fait quelque chose d'extrêmement rentable, puisque ça lui permet de mettre tous les salariés en concurrence, et lui donne la possibilité de faire travailler plus dur ses employés, en leur faisant bien comprendre que si leurs conditions de travail ou leurs salaires ne leur conviennent pas, il y en a dix qui attendent à la porte. La seule solution pour lutter contre le chômage est de mettre en œuvre une vraie répartition du travail afin que tout le monde puisse en trouver, mais ça bien sûr, le patronat n'en veut pas...

Laurent, [Nanterre]

Quimperlé

On a fait une manif ce matin (7 février), environ 200 personnes, mais motivées, du lycée professionnel, public, et très très peu du lycée privé. Ce n'est pas si mal compte tenu du fait qu'il n'y avait pas de cantine et pas d'internat la veille (beaucoup ont dû rentrer chez eux et n'ont du coup pas pu venir à la manif - environ la moitié de lycée pro -).

Quelques syndiqués FO nous accompagnaient et nous ont passé leur mégaphone; on avait le soutien de la CGT mais ils allaient à Quimper.

On a apporté note soutien aux salariés Friskies/ Nestlé Purina, en se rendant près de l'entreprise et en bloquant le rond-point avec prise de parole FO (explication de leur soutien aux lycéens) et prise de parole lycéenne pour mettre en lien la précarité des jeunes, les licenciements... exprimer une solidarité, dire que c'est ça qui nous attend... Plusieurs sittings aussi un peu partout dans la ville. Purina compte se débarrasser du site alors qu'ils ne perdent pas d'argent avec. Mardi 31, ils étaient 1000 en manif. Beaucoup d'emplois y sont menacés (216) et aussi aux papeteries où la situation est critique.

Bordeaux

8000 à 12000 à la manifestation le 7 février. À peu près 3000 à 4000 jeunes. L'organisation d'une AG a été votée pour le lendemain sur chacune des 3 facs. C'est l'AG de lundi qui a voté, contre l'opposition des MJS, JC-UEC et Unef qui ont voté contre cette AG (une dizaine contre 300). Un comité de mobilisation a été élu à l'AG regroupant 40 étudiants. Les organisations citées avant ne cherchent pas à construire ce comité. L'idée est lancée d'une manifestation jeudi 9/02 car il y a une dynamique de mobilisation, mais cela dépend de la réussite des AG du 8 février.

D'après un mail de Campbell, [Bordeaux]

Mobilisation à Avignon

Le 7 février, il y a eu 5000 manifestants à Avignon. Une majorité d'étudiants et lycéens mais toutes les confédérations syndicales étaient aussi présentes. La LCR est apparue à travers notre bulletin jeunesse Rouge local. La manifestation a été suivie d'une AG à la fac dans un amphi archi-comble (à peu près 400 étudiants et lycéens). La direction de l'UNEF s'est fait déborder par des interventions qui exigeaient des actions tout de suite pour la poursuite du mouvement et des décisions venant d'AG souveraines, contrariant ainsi les plans des directions de l'UNEF et de l'UNL qui espéraient diriger le mouvement par directives venues d'en haut. Ils ont été obligés de concéder l'organisation d'une nouvelle AG mercredi 8 à 13 heures à la fac qui aura pour but de décider quelles actions nous allons effectuer dans les prochains jours après le vote de la poursuite du mouvement qu'a effectué l'AG d'aujourd'hui.

Il y a clairement deux pôles antagoniques dans le mouvement au niveau local: d'un côté les directions de l'UNEF et l'UNL, dirigés par les socialistes, et SUD-Étudiants, le CAL et la LCR.

Les jeunes ont l'air très motivés et ont proposé l'occupation de la fac et des lycées. La direction de l'UNEF a axé la plupart de ses interventions sur le fait qu'on devait se mobiliser aujourd'hui dans la rue et surtout dans les urnes en 2007. Quant à nous, nous intervenons surtout pour dire qu'il faut virer ce gouvernement dès maintenant et pour lier la lutte contre le CPE à la lutte contre l'ensemble des mesures antisociales du gouvernement.

Les autocollants LCR-JCR ont eu un grand succès mais malheureusement nous n'en avons pas reçu assez...

d'après un mail de Laurent, [LCR Avignon]

La caricature est un droit, le racisme n'en est pas un !

La première édition des caricatures remonte à septembre 2005 par un journal danois. Depuis, le débat s'est enflammé des suites de leur publication par différents journaux européens. Dès lors, on a vu se dresser une levée de bouclier en défense du principe de liberté d'expression, occultant toute analyse des messages transmis par ces caricatures.

En effet, ces satires ne visent pas une partie des musulmans, ni des interprétations du Coran, mais l'Islam en tant que tel. Par définition, une caricature se base sur des réalités et en exagère certains des traits significatifs. Alors, une représentation de Mahomet coiffé d'une bombe signifie qu'intrinsèquement l'Islam est violent, que l'Islam pousse au fanatisme et entraîne la mort.

De plus, il est nécessaire de comprendre qu'aujourd'hui l'information (ou la désinformation) est une des marchandises les plus lucratives du système capitaliste. Ainsi, les médias ne sont aucunement d'une neutralité objective, ils sont perpétuellement soumis à la censure. Des artistes comme Cali (Menteur) ou Sinsémilia (Bienvenue en Chiraquie) ont été censurés car ils critiquent la politique de nos dirigeants.

Ces simples exemples montrent que le principe de liberté d'expression n'existe pas en soi. Toutes les critiques n'ont pas la même possibilité d'être exprimées, surtout quand elles ne font pas partie de l'idéologie dominante.

Il est faux de défendre un principe en soi en ne prenant pas en compte le contexte dans lequel une idée est exprimée. Ces caricatures répandent l'idéologie islamophobe et il est légitime de les condamner à tous les niveaux. En effet, ce n'est pas une simple affaire de caricature mais un ensemble de stigmatisation que les musulmans subissent depuis des années : fanatisme, obscurantisme, terrorisme, misogynie... L'Islam serait incompatible avec la culture et les valeurs occidentales, la rhétorique du choc des civilisations refait surface. Éloignant les analyses politiques, économique et géostratégique, la critique de l'Islam se pose en grille de lecture pour comprendre la situation au Moyen Orient. L'unité des musulmans contre ces insultes est un premier pas pour faire émerger une perspective de justice. Il est nécessaire de créer une riposte politique contre cette idéologie raciste qui attise les haines.

Rodolphe (Jussieu)

Février va être un mois chargé pour le gouvernement : il a encore de nombreux droits à détruire...

Après avoir cassé les retraites (2003), la Sécu (2004), les diplômes universitaires (LMD), l'enseignement secondaire (Loi Fillon), les droits démocratiques (état d'urgence), les droits des salariés (CNE)... il s'apprête à faire voter la Loi sur l'égalité des chances. En quelques mots, cette loi instaure l'apprentissage dès 14 ans, offre de nouveaux cadeaux d'impôts aux patrons, permet de supprimer les allocations familiales aux parents des "jeunes absentéistes", et délivre à toutes les entreprises un véritable permis pour licencier les jeunes (CPE). Tout un programme ! Et comme si ça ne suffisait pas, Villepin a déjà prévu d'enchaîner sur la casse complète du Code du Travail ("contrat unique"). Le gouvernement s'attaque donc à l'ensemble des salariés, mais il semble avoir un petit faible pour les jeunes (déjà gâtés, avec 25 % de chômage).

L'avenir qu'il nous promet tient en trois lettres : C comme Chômage, P comme Précarité, E comme Exploitation. On pourrait aussi rajouter R comme Racisme et Répression (ils n'ont pas hésité à envoyer les CRS contre les lycéens et les jeunes des quartiers, ni à glorifier le "rôle positif" de la colonisation). Avec la Loi Fillon, le LMD, et le Pacte Pour la Recherche, il nous prépare une éducation au rabais, soumise à la rentabilité. Avec les suppressions de postes aux concours, il devient quasiment impossible de devenir prof.

Tout est donc fait pour nous laisser deux possibilités : chômage (sans toucher le RMI pour les moins de 26 ans), ou surexploitation dans des entreprises qui pourront nous virer n'importe quand.

Qu'est-ce que c'est que cette société qui promet aux enfants une vie pire que celle de leurs parents ?!

La réponse est malheureusement assez simple : une société faite pour satisfaire la rapacité des actionnaires. Car c'est bien à ça que se résument toutes les réformes du gouvernement : faire en sorte que les riches puissent se remplir encore plus les poches, en payant moins d'impôts, en payant moins les salariés, en les faisant travailler plus, en rachetant les secteurs rentables de l'éducation, de la santé...

Un choix s'impose à nous : les laisser voler notre avenir... ou reprendre tout ce qu'ils nous ont déjà volé !

Pour tous ceux qui n'ont pas abandonné leur droit à un avenir décent, la question à se poser est donc : comment organiser la riposte ? Comment faire en sorte que la majorité reprenne ses droits, et cesse de subir la dictature des patrons et de leurs gouvernements ?

Notre réponse est celle des profs du 93, des dockers, des étudiants en STAPS, des lycéens... : LA GRÈVE !

Et pas la grève secteur par secteur, chacun son tour : la grève de tous ceux qui sont attaqués ! Le CPE-CNE, c'est l'occasion pour que les lycéens, les étudiants, les salariés, les chômeurs... riposent tous ensemble.

Tous ensemble, Tous ensemble : Grève ! Grève !

policières et d'un racisme permanent (qu'il soit policier ou médiatique)... Répondre aux exigences des jeunes des cités, ce serait développer l'accès à l'éducation et à la culture, financer les associations, etc. La réponse politique du gouvernement a été de foncer dans l'ultra-réac' : apprentissage à 14 ans et Contrat Première Embauche.

Face à ces multiples provocations, nous devons exiger :

- l'amnistie immédiate pour tous les émeutiers
- l'arrêt des provocations policières : Des éducateurs, pas des flics !
- une vraie politique de développement social dans les banlieues : Plus de profs, plus de services publics, plus de thunes pour les assocos
- Un même droit social pour tous-tes : NON au CPE ! Non à l'apprentissage à 14 ans !

Pablo, [Toulouse]

La répression du mouvement lycéen continue !

Dans un contexte de tensions sociales particulièrement fortes (état d'urgence, chasse aux sans-papiers, CNE/CPE, apprentissage à 14 ans...), le joug de la justice bourgeoise continue à s'abattre sur les animateurs du mouvement lycéen de 2005.

La dernière sentence en date est celle de Samuel, condamné en appel le 13 janvier à un mois de prison avec sursis et 500 euros d'amende pour avoir soi-disant craché sur un flic. Il s'agit d'une peine excessivement lourde tant au regard des faits reprochés que si l'on considère l'absence totale de preuves hormis la parole des flics. Face à de telles condamnations, il est plus que jamais nécessaire de rester mobilisés aux côtés des collectifs de soutien aux victimes de la répression du mouvement

lycéen en revendiquant l'amnistie de tous les condamnés et l'abandon de toutes les poursuites.

En effet, le plus gros danger reste encore à venir puisque nous ne connaissons pas encore les dates des procès liés à l'occupation de l'annexe du Ministère de l'Éducation nationale. Les personnes mises en cause dans cette affaire risquent jusqu'à 5 ans de prison ferme et 75000 euros d'amende.

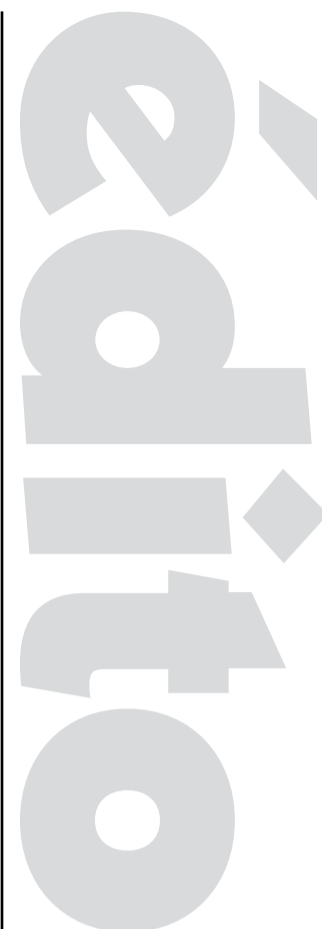
Le seul moyen d'obtenir satisfaction de nos revendications ou au moins de limiter les dégâts sera une mobilisation importante en général et au moment des procès en particulier. C'est notamment grâce à la mobilisation qu'à Millau, la Société Eiffage a décidé de retirer sa plainte suite à l'opération péage gratuit menée à Millau dans

le cadre du mouvement lycéen par des lycéens, des profs et des parents d'élève.

En région parisienne la prochaine date arrive vite et il sera nécessaire d'être nombreux pour soutenir Antoine lors de son procès en appel qui se tiendra le 17 février à 13 heures à la 11^e Chambre du TGI de Paris (M^oCité). Soyons nombreux à nous rassembler pour soutenir une des nombreuses victimes de la répression du mouvement social.

Par ailleurs le 19 mars se tiendra au CICP un concert de soutien aux victimes de la répression du mouvement lycéen. Les fonds récoltés seront évidemment reversés au collectif de soutien.

Didi, [Nanterre]



Amnistie pour les jeunes de banlieue !

Deux mois après la fin des émeutes dans les cités, le bilan est lourd : « plusieurs milliers de condamnations et quelque huit cents incarcérations [763], dont celles de plus de deux cents mineurs » (de Villepin, France Inter, 7 décembre 2005). La seule réponse à cette rébellion légitime a donc été dans l'axe ultra-sécuritaire.

Répression et mépris

Alors que justice n'est toujours pas faite pour Ziad et Bouna, injustice est faite contre les jeunes des cités. Interpellés parfois au hasard, probablement au faciès, ils ont été « jugés » dans une série de procès en urgence, souvent sans auditions de témoins... Et les sanctions sont lourdes, voire ahurissantes (deux mois de prison ferme pour un fauteuil brûlé à Bayonne!), pour des actes qui ne visaient que des biens matériels.

Sans parler de tous les propos publics insultants de Sarko and Co : ces jeunes étaient « étrangers », « connus de la justice » (alors que peu d'entre eux l'étaient), des « racailles » coupables de polygamie !

Une révolte légitime

Pourtant, si l'état a tenté de la faire passer pour une manifestation de voyous stigmatisés comme immigrés, il s'agissait bien d'une révolte politique d'une partie de la France abandonnée par les institutions. Comme le dit un rapport des RG : « Les jeunes des cités étaient habités d'un fort sentiment identitaire, ne reposant pas seulement sur leur origine ethnique ou géographique, mais sur leur condition sociale d'exclus de la société française » (Le Parisien, 7 décembre 2005, p. 15). Des cités isolées, avec des services publics sans moyens, victimes de provocations

Sommaire

Monde

Palestine : espoirs et illusions	4
Inde-Pakistan	
Mobilisation contre la guerre	
Forum social européen 2006	
Élections au Chili	5
Ukraine : un an après la révolution orange	
Désamiantage du Clémenceau	

Dossier « Le rôle de la jeunesse »

6

Hexagone

Limites de l'offensive des syndicats sur le CPE	8
Magouilles dans le 13 ^e et le 5 ^e	
Pour une alternative au libéralisme	
La loi Fillon s'applique	
Le racisme institutionnel	9
Expulsions de lycéens à Perpignan	
Grève à Pizza Hut	
Police dans les établissements scolaires	

Formation

Le mouvement de 1986	10
----------------------	----

Actu

Oui à l'adoption pour les couples gays et lesbiens	11
Congrès de la LCR	
Tchousky	



Palestine : espoirs et illusions !

Avec l'annonce du retrait de la bande de Gaza, certains ont vu un espoir pour le peuple palestinien. Ce retrait est une simple tactique de la part de Sharon et du camp sioniste, permettant de concentrer les efforts pour coloniser la Cisjordanie et qui ne change rien pour les Palestiniens. Les événements le prouvent. Seulement quelques jours après le retrait effectif de Gaza, la déclaration d'une zone interdite dans le territoire sous « souveraineté » palestinienne puis le bouclage du territoire par Israël ont montré la réalité de ce « retrait ». Le quotidien ne change toujours pas pour eux, victimes de la répression que ce soit celle de Tsahal (l'armée israélienne) ou celle de l'Autorité Palestinienne qui remplit cette tâche en échange d'une certaine « autonomie ».

Ce rôle joué par l'Autorité Palestinienne, ajouté à la corruption qui la touche

explique pourquoi les Palestiniens ont totalement perdu confiance en elle et en ses représentants du Fatah. Les résultats des élections municipales avaient déjà montré une poussée du Hamas face au Fatah. Les législatives ont montré l'assise qu'a prise le Hamas avec une large victoire (76 sièges sur 132, soit une majorité absolue). Cette victoire a été acquise grâce au travail de terrain qui consiste en une véritable aide à la population en répondant à ses besoins essentiels, ainsi que par une résistance acharnée à Israël et à l'impérialisme.

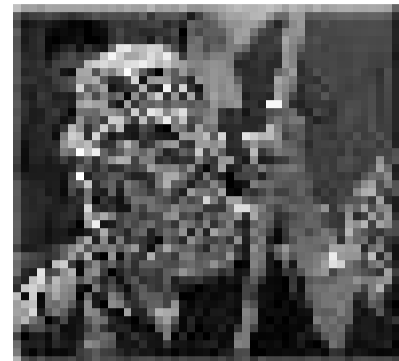
Pour comprendre cette victoire du Hamas, il faut d'abord se rappeler que le Hamas fut un des moyens utilisé par l'impérialisme (USA et Israël) pour tenter d'enrayer le développement du mouvement de libération en Palestine. Mais aujourd'hui, il est aussi un élément dans la stratégie sioniste. Pour mener à bien le projet d'expansion sioniste, l'idée est de justifier qu'Israël ne peut traiter avec l'Autorité Palestinienne

et se dégager un maximum de la pression internationale, ce qui est chose faite avec le Hamas victorieux puisque celui-ci est considéré comme « terroriste ». Pas d'« interlocuteur » et ainsi la voie est libre pour continuer la colonisation et le massacre du peuple palestinien.

Les perspectives pour les Palestiniens n'ont donc pas fondamentalement changé. La colonisation et le massacre vont continuer. La possibilité du Hamas à trouver une issue pour le peu-

ple palestinien est peu crédible. Les États-Unis ainsi que l'Europe menacent de couper les aides financières à l'Autorité Palestinienne et les États arabes voisins ont depuis longtemps abandonné la cause de la Palestine. La lutte des Palestiniens pour leur libération nationale ainsi que le soutien massif, à un niveau international, restent les seuls espoirs pour changer la situation d'isolement et de détresse du peuple Palestinien.

Pacontan (Jussieu)



Mobilisation contre la guerre et les occupations le 18 mars

Le 18 mars 2006 marquera les 3 ans d'occupation américaine en Irak. C'est cette date qu'ont retenue tous les réseaux antiguerre mondiaux à la conférence de Londres (cf. RED n°61) en décembre dernier. Cette date est celle de tous ceux qui s'oppose à l'occupation barbare de l'Irak. Des manifestations sont prévues dans tous les pays du monde. Une manifestation aura lieu à Paris et le temps fort de mobilisation sera le **meeting avec Cindy Sheehan le 9 mars à Paris**.

Cette mère de GI mort en Irak est devenue la porte-parole du mouvement antiguerre américain en campant pendant des mois devant le ranch de Bush pour réclamer la fin de l'occupation en Irak.



Du 5 au 9 mai à Athènes

Forum social européen 2006

Le Forum Social Européen se tiendra à Athènes du 5 au 9 mai 2006. Comme tous les ans, cet événement sera le rendez-vous de tous les mouvements sociaux, des syndicalistes et des antiguerre de toute l'Europe qui se rassemblent autour de l'idée qu'un autre monde est possible. Un monde où nos vies valent plus que leurs profits.

La victoire du NON au référendum sur la constitution européenne en France et aux Pays-Bas renforce la confiance des anti-libéraux du monde entier et met la question de la lutte contre le libéralisme au centre des débats stratégiques de ce Forum Social Européen. C'est fort de notre expérience en France dans l'organisation et l'animation des collectifs du 29 mai que nous devons aborder ce FSE. Une semaine de préparation au débat aura lieu en France justement à travers le réseau des collectifs du 29 mai sur les thèmes du FSE (guerre, libéralisme, racisme, répression, immigration, services publics, nucléaire, etc.).

Ces forums locaux seront l'occasion de débattre des axes fondamentaux à défendre pour mettre en échec le libéralisme qui tue et des stratégies de mobilisation et de confrontation avec ceux qui dirigent ce système.

Pour tous renseignements complémentaires, infos, dates de forums, etc. Contactez-nous.



Inde-Pakistan

Au-delà du conflit, la menace grandit...

Le conflit vieux d'un demi-siècle entre l'Inde et le Pakistan a ces dernières années été aggravé par la course à l'armement nucléaire. En mai 1998 l'Inde procède à 5 explosions atomiques souterraines et se proclame puissance nucléaire puis, le Pakistan fait à son tour exploser 6 bombes. Après la réaction indignée mais très hypocrite des pays occidentaux (possédant des milliers de têtes nucléaires), les années qui suivirent furent une litanie de tensions et de détente... avec des essais de missiles. Entre mai et juillet 1999, le conflit de la région de Kargil, fait plus de 1000 morts. Selon l'Inde, ces combats seraient dus aux infiltrations massives

de combattants islamistes du Pakistan. Dans le courant de l'année 2003, les deux États massent des troupes à la frontière. La tension décroît après une certaine mobilisation de la communauté internationale. A partir de février 2004, débutent de difficiles négociations sur un processus de paix global qui débouchent en août 2005 sur un traité comprenant aussi bien le règlement du conflit au Cachemire que des mesures de confiance en matière de nucléaire.

Pour l'Inde, la bombe est un moyen de devenir un acteur majeur sur la scène mondiale. Elle est faite pour dissuader. Pour le Pakistan, qui n'a connu que l'instabilité et les dictatures, la bombe

peut réellement être utilisée, comme l'ont menacé les militaires au pouvoir. C'est dans cette dissymétrie que naît le véritable danger. Mais cette tension entre deux puissances régionales n'est pas le plus inquiétant pour l'avenir.

Prétextant le 11 septembre, les États-Unis veulent démanteler le Traité de Non-prolifération des armes atomiques. Le TNP était déjà bafoué par les États pour faire commerce de technologies nucléaires. Les États-Unis espèrent conserver la partie du Traité obligeant les États non nucléaires à renoncer aux recherches. Du coup des pays comme l'Iran accélèrent leur programme d'acquisition. Le monde, déjà jeté par les États-Unis dans la course aux armements en tous genres, va voir proliférer ces armes et donc les conflits...

Chirac vient d'ailleurs d'annoncer que le nucléaire serait un recours contre les États qui emploieraient « des moyens terroristes contre nous »... et cela va même plus loin puisqu'il précise que la bombe pourrait être utilisée pour « garantir nos approvisionnements stratégiques et la défense de nos pays alliés. » En voilà une raison de plus de virer Chirac!

Guillem, [LCR jeunes Perpignan]

Double langage à Moscou

Le ministre russe de la Défense a déclaré dimanche 5 février que Moscou était opposé à tout pays mettant au point des armes nucléaires... Tous? Non, il propose en même temps à Téhéran d'enrichir l'uranium iranien sur le territoire russe...! Seuls les pays jusqu'ici dominés et soumis à la menace d'une attaque nucléaire à laquelle ils ne pouvaient répondre d'égal à égal sont visés par des restrictions et des contrôles...

Palestine : la démocratie selon Bush

La victoire du Hamas en Palestine nous donne un bref aperçu de la conception de la démocratie par Bush, Blair, Chirac et les autres. Toute cette clique de barbares s'insurge contre la victoire du Hamas!

Ehoud Olmert, premier ministre israélien continue de discuter avec Mahmoud Abbas, le considérant comme son interlocuteur palestinien alors que celui-ci a démissionné de son poste et Israël refuse toute discussion avec le Hamas alors qu'il a gagné les élections!

La démocratie c'est bien quand ça donne l'avantage à Bush mais quand les peuples choisissent leurs dirigeants en fonction de leur opposition à l'impérialisme, les seigneurs de guerre s'insurgent!

La Justice selon Bush

Depuis le 4 février, les avocats de Saddam Hussein n'ont plus la possibilité de le rencontrer. Le président de la cour irakienne a interdit à la défense de se réunir et aux avocats de rencontrer tous leurs clients (y compris ceux qui ne sont pas liés au procès de Saddam!). En gros, aujourd'hui, en Irak, la justice est aussi impartiale que celle des États-Unis qui choisit minutieusement le jury du procès de Zacharia Moussaoui, seul accusé du 11 septembre, en éliminant tous les gens susceptibles de ne pas être assez critique vis-à-vis de l'Islam...

Élections au Chili

L'élection de Michelle Bachelet au poste de présidente du Chili mérite d'être interprétée sous plusieurs angles de lecture.

Tout d'abord, on peut noter que cette victoire est forte de symboles. Elle est un 'pied de nez' à la vieille société conservatrice chilienne. En effet, cette femme pédiatre de 54 ans est agnostique et mère de trois enfants, de deux pères différents, dans un pays très imprégné par le machisme et enraciné dans une vision traditionaliste de la famille.

De plus, l'engagement de ses proches contre la dictature de Pinochet, son père - qui était général de la force aérienne - est mort dans les prisons du dictateur, lui donne un statut particulier dans un pays qui efface encore certaines traces laissées par ce régime. La publication du rapport Valech¹ et la nouvelle attitude² de la Cour suprême vis-à-vis de son passé en sont les exemples, tout comme la réforme de la constitution et la suppression votée en 2005 des « enclaves autoritaires », vestiges de l'ère Pinochet garantissant une place prépondérante de l'armée dans l'organisation de l'État.

D'un point de vue économique et social, la nouvelle victoire de Concertation, le parti de Michelle Bachelet, une coalition de socialistes, de démocrates-chrétiens et de radicaux, est nettement moins enthousiasmante. Pendant plus de quinze années passées aux affaires du pays, Concertation n'a jamais remis en cause les principes de l'économie de marché, qui assure au Chili une croissance et une hausse du PIB importantes, alors que 10 % de la population monopolarise 47 % des revenus.



Concertation a démantelé de nombreux services publics en les ouvrant au privé et a lancé une réforme attaquant le fonctionnement par répartition du système des retraites. Le président socialiste sortant, Ricardo Lagos, a conclu des accords de libre-échange avec les États-Unis, l'Union Européenne, la Chine et la Corée du sud. Michelle Bachelet se place sans aucun doute dans cette continuité. Elle affirme, dans son programme de gouvernement, son soutien au projet de ZLEA (zone de libre-échange des Amériques) concocté par Washington.

À l'échelle du continent sud-américain, cette élection confirme le rejet massif de la droite. Néanmoins, elle n'annonce pas la mise en place de politiques communes avec les pays voisins tant les différences programmatiques entre eux sont importantes. D'autant plus que le Chili va devoir régler des dossiers épineux comme la question de l'accès à la mer avec la Bolivie, celle des eaux territoriales avec le Pérou et le problème de l'approvisionnement en gaz avec l'Argentine.

Mais comme l'a souligné lors des élections Tomas Hirsch, candidat de Juntos Podemos Mas, coalition écologiste-communiste, c'est pourtant à l'échelle du continent que doit s'esquisser un nouveau rapport de force avec le capital pour que la mainmise des États-Unis sur le Chili et sur toute l'Amérique du sud puisse être efficacement et durablement remise en cause.

Aurélien, [Marseille]

Notes

1. Rapport faisant état de 35 000 personnes torturées sous la dictature, et ayant conduit Emilio Cheyre, le Commandant en chef, à faire des excuses publiques au nom de l'armée.
2. La Cour suprême a autorisé les juges à l'inculper pour violations des droits de l'homme sur différents dossiers restés sous silence depuis la dictature.

Ukraine

Un an après l'orange a pourri

Voilà plus d'un an maintenant que V. Iouchtchenko est arrivé au pouvoir en Ukraine après les manifestations qui ont eu lieu dans le pays.

Le matraquage des médias avec le seul point de vue du candidat dit pro-occidental a dupé une grande partie de l'opinion en donnant des airs de guerre froide à cette crise: le gentil pro-européen pour la liberté et parfaitement honnête contre le méchant L. Koutchma autoritaire et corrompu. L'affaire du gaz de ces derniers jours révèle aujourd'hui l'absurdité de cette analyse. La plupart des grands dirigeants du monde occidental ont des intérêts financiers dans la société russe Gazprom dirigée indirectement par V. Poutine. En aucun cas l'Europe ne peut donc s'opposer à la Russie car la perte financière serait très importante si elle coupait l'alimentation en gaz. De plus V. Iouchtchenko a été le premier ministre de L. Koutchma et ils ont été membres du même parti.

En fait V. Iouchtchenko s'est servi d'un mécontentement populaire sur la corruption, les fraudes électorales et de ce qui s'est passé en Géorgie pour se faire élire. Il a ainsi pu devenir calife à la place du calife et servir ses ambitions personnelles. Sa politique d'ailleurs ne peut être réellement différente de celle de son prédécesseur vu les liens économiques, culturels et historiques entre Moscou et Kiev. Si V. Iouchtchenko a tant dérangé, c'est qu'à tout moment il pouvait perdre le contrôle de la situation et risquer un mouvement populaire avec des revendications sociales d'importance allant contre les intérêts

de la bourgeoisie. Ainsi la Russie a préféré soutenir L. Koutchma en organisant des contres manifestations et en espérant un retour à l'ordre. L'UE et les EU ont fait le choix de ressortir le spectre stalinien, de soutenir les oranges et de rétablir une situation calme au plus vite.

Il ne faut pas cacher aussi que même si les capitalistes mondiaux peuvent être cul et chemise pour protéger des intérêts communs, ils savent aussi se mettre des bâtons dans les roues au profit d'impérialismes propres. Du coup si cette crise pouvait affaiblir un peu Moscou, l'UE serait en meilleure position pour les négociations à venir d'où le choix de s'opposer à celle-ci.

Un an après, les pauvres restent pauvres et les riches, riches. Il ne faut donc pas faire confiance à la bourgeoisie pour élever le niveau de vie de la classe ouvrière. Si le peuple ukrainien veut espérer mieux vivre, il ne peut compter que sur lui-même et doit agir par la lutte sociale.

Damien & Cathy, [Metz]



Désamiantage du porte-avions Clémenceau

Le Clémenceau est un porte-avions français, qui, aujourd'hui hors d'usage, doit être désamianté. Le navire contient encore une cinquantaine de tonnes d'amiante. Les autorités françaises ont donc pour ambition de démanteler et de désamianter le bateau sur un chantier indien a Alang.

Mais cette opération se heurte à la convention de Bâle qui interdit l'exportation de déchets toxiques dangereux.

Ce sont d'abord les associations de défense de l'environnement françaises qui se sont opposées à cette délocalisation du traitement de nos déchets, mais dont les requêtes ont été rejetées malgré la fameuse convention.

Puis c'est le tour de la Cour suprême indienne de repousser le cadeau empoisonné français.

Mais un réel problème se pose à la société indienne, et plus largement à la société mondiale: le développement de l'économie fait que les matériaux polluants,

qui ne sont pas détruits dans les pays développés en raison de contraintes de sécurité relativement rigoureuses, et donc chères, sont exportés vers les pays les plus pauvres. Mais dans quelles conditions ces déchets sont-ils traités?

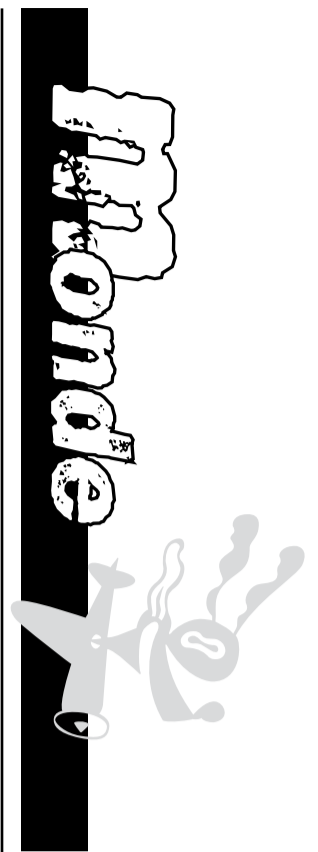
« Alang est le plus important chantier de démolition de navires du monde. En fait, c'est une plage où, profitant de la marée haute, on fait échouer les navires. Pas de quai, pas de grues, pas d'installations lourdes, seulement une nuée d'ouvriers venant des campagnes misérables voisines et qui n'ont généralement aucune formation et aucun équipement. L'amiante s'enlève à main nue et est jetée à la mer ou enfouie n'importe où. De plus, les vieux navires regorgent de déchets toxiques: métaux lourds, peintures pourries, dioxine des installations électriques, etc. Tout cela est retiré n'importe comment, sans protection, par des ouvriers laissés dans l'ignorance des dangers. Enfin l'acier est découpé au chalumeau et c'est avec

la revente de l'acier aux sidérurgistes que les exploitants font leurs profits. Les blessés et les morts sont innombrables. Et en plus des victimes de chutes et autres accidents visibles beaucoup plus sans doute meurent intoxiquées quelques mois ou quelques années plus tard. Combien? Nul ne le sait car les registres ne sont pas vraiment tenus. »

Mais ce n'est pas la première fois que le Clémenceau fait parler de lui; en effet avant de l'envoyer en Inde, en désespoir de cause, le ministère des finances et celui de la défense propriétaires du bateau, l'avaient d'abord envoyé en Turquie, puis comme cela faisait mauvais genre, en Grèce, qui a refusé ce traitement.

On mesure alors la gravité du danger pour les travailleurs indiens, pour l'environnement, mais, face aux lois du marché, cela n'a pas l'air de peser lourd dans la balance.

Elsa, [Montreuil]





Quand les jeunes se révoltent...

Juillet 2001 :

Manifestation à Gênes contre le G8, des milliers de personnes défilent pendant 3 jours. Carlo Giuliani a 19 ans, il est assassiné par la police italienne. Des milliers de jeunes sont arrêtés et tabassés par la police. Lors de ces manifestations, les jeunes étaient là par milliers. Ils étaient les plus déterminés à se confronter à la police. Certaines jeunes organisations italiennes avaient même prévu des "rembouragements" pour pouvoir se confronter physiquement à la police sans être blessé...

Depuis 2001 :

De nombreuses grèves éclatent dans les chaînes de restauration rapides (Pizza Hut, Mac do) contre les heures sup non-payées ou les licenciements abusifs. La moyenne d'âge chez Mac do est de 22 ans. Ces luttes ont permis la reconstruction d'une branche combative de la CGT : la CGT précaires. Ces conflits ont été menés par des jeunes précaires qui refusent la logique d'exploitation menée par les grands groupes : la détermination est la caractéristique principale de ces conflits : le Mac do Strasbourg Saint-Denis a tenu 1 an de grève et d'occupation et... ils ont gagné!

21 avril 2002 :

Le Pen est au second tour de l'élection présidentielle. Des milliers de personnes défilent le soir même dans toutes les rues de France. Ces manif ont duré 15 jours. Ce sont les jeunes qui s'organisaient et qui manifestaient chaque jour, rejoints par les syndicalistes, les associations et tous les antifascistes pendant les week-ends. Les lycées et les facs étaient devenus des espaces d'organisation et de discussion sur le racisme, l'économie, la politique. Les amphithéâtres accueillent les Assemblées Générales et les halls des établissements servaient à fabriquer les banderoles, les affiches et les pancartes.

20 mars 2003 :

Bush attaque l'Irak. Le 15 février 15 millions de personnes avaient défilé dans le monde entier contre cette guerre. Le 20 mars au soir, 80000 personnes envahissaient spontanément la place de la Concorde à Paris dont une majorité d'étudiants venus en cortège depuis leurs facs. C'est dans les universités que le mouvement anti-guerre s'est développé à travers des meetings, des débats, des Assemblées Générales, des projections de films et la construction d'Agir Contre la Guerre. Les jeunes étudiants et lycéens ont été le moteur de ce mouvement de masse.

La jeunesse a toujours été une « plaque sensible » dans la société. À l'avant-garde des combats contre les oppressions, les injustices et l'exploitation, elle représente un danger pour ceux qui nous dominent. À tel point qu'aujourd'hui, la politique du gouvernement et du patronat est d'habituer la jeunesse au pire pour que le pire se généralise dans l'ensemble de la société.

Les projets du gouvernement

La politique du gouvernement par rapport aux jeunes tient en quelques mots : individualiser, affaiblir, discipliner. Les trois plus grandes offensives (LMD, loi Fillon, répression) contre les jeunes de ces dernières années sont représentatives de ces objectifs.

La casse des droits collectifs

La première étape de l'offensive menée depuis le nouveau millénaire a été la réforme LMD-ECTS. Celle-ci permet, petit à petit, de détruire les diplômes en tant que garantie nationale collective : les nouveaux diplômes sont individuels (chaque étudiant a le sien, il n'a plus d'équivalence avec ceux de ses camarades de TD ou d'autres universités) et ne donnent plus de droits sur le marché du travail.

La deuxième étape est la réforme Fillon de 2005. Elle a pour but d'empêcher une partie des jeunes, de l'école primaire au

lycée, d'accéder à un enseignement de qualité. Pour une partie d'entre eux, il suffira d'apprendre à lire, écrire, compter, et ensuite d'apprendre un métier.

De manière générale, les contrats en alternance, l'apprentissage et les diplômes « professionnalisants » se développent. Ils fournissent aux jeunes des diplômes à court terme, qui ne permettent pas d'avoir des garanties sur le marché du travail sur la durée.

Si on ajoute à cela l'attaque actuelle du contrat première embauche, il ressort qu'un des objectifs fondamentaux pour le gouvernement est la casse de nos droits en tant que (futurs) travailleurs. Il veut nous habituer à accepter n'importe quelles conditions de travail, n'importe quel salaire. Et si on refuse, on doit accepter d'être licenciés. Dans une période de crise économique durable, c'est la solution qu'a trouvée la classe dominante : il faut habituer toute une génération à travailler vite, bien et pour pas cher.

Pour que la jeunesse des quartiers populaires ne se taise pas

La banlieue, c'est la zone géographiquement isolée du centre culturel et politique qu'est la grande ville. La bourgeoisie concentre dans ces quartiers une « armée ouvrière de réserve », qu'elle tient à l'écart du reste de la population pour éviter les révoltes. La population ouvrière ainsi isolée est exclue des choix politiques, de l'économie (chômage élevé), de la visibilité.

Cette exclusion nécessite une violence policière et une pression des médias (reportages sur l'insécurité, politique raciste, etc.) : on réprime les révoltes et on monte le reste de la classe ouvrière contre les banlieues. Face à cette violence, la jeunesse répond, et malgré une aspiration individuelle à intégrer la société, à s'en sortir, on peut avoir à d'autres moments une opposition à sa logique, et à ses institutions.

En effet, cette opposition à la société se retrouve dans le rejet de l'école, dans l'affrontement à la police, car les intérêts quotidiens sont contradictoires. On te présente l'école comme la seule manière de réussir, de t'élever dans la société, mais on t'explique que tu n'as pas le niveau et on t'oriente vers les filières pros. De la même façon, l'idéologie dominante explique que la police sert à faire respecter l'ordre, à protéger les citoyens, et c'est cette police qui contrôle sans arrêt tes papiers.

Mais on a également une opposition aux

moyens « habituels » de révolte : rejet des partis politiques, des syndicats, etc. qui apparaissent intégrés aux institutions. Ils ne se posent pas comme une alternative, mais comme suivant la même logique que la société. On n'a pas d'appropriation du terrain politique, c'est-à-dire le sentiment de peser, d'avoir son mot à dire. Puisque tu te sens en dehors de la société, ce n'est pas à toi de la changer.

Le rapport de la jeunesse de banlieue à la société est donc un rapport ambigu : malgré des intérêts clairement opposés à ceux de la classe dirigeante, l'idéologie de cette dernière reste dominante : volonté de réussir individuellement, envie de s'intégrer au système. C'est ce qui explique le rejet de l'organisation politique, on n'a pas une réelle « conscience de classe ».

Deux aspects peuvent illustrer ce rapport ambigu. La culture, et particulièrement la musique, peut être ce qu'il y a de pire dans la société de consommation (rnb, rap commercial, etc.) comme ce qu'il y a de plus politisé. Certains groupes de rap, ont des textes très radicaux et participent à des luttes sociales. De même, la contre-société économique qui se développe avec le peu de recours aux banques (on favorise les prêts entre « amis »), et le marché parallèle, qui apparaissent comme une alternative au marché mondial, mais qui en fait se base sur les mêmes valeurs, et

La jeunesse étincelle brûler pour capitalisme

Une volonté de discipliner la jeunesse

On a tous en tête la répression policière, qui devient de plus en plus quotidienne. Les contrôles d'identités et les fouilles, les contrôles dans les transports ou sur la route sont omniprésents. Le gouvernement veut maintenant introduire des flics dans les lieux d'enseignement, qui étaient jusqu'ici plus protégés. Avec le plan de prévention de la délinquance (cf. le rapport Benisti, qui l'inspire), c'est dès la crèche que le gouvernement veut repérer les éléments perturbateurs pour les ficher et les faire rentrer dans le droit chemin. La loi sur l'égalité des chances (loi qui contient le CPE) permet même de faire faire des stages dans la police ou dans l'armée pour discipliner les jeunes trop turbulents...

En clair, on veut nous empêcher de contester quoi que ce soit. D'ailleurs, la révolte des quartiers populaires de novembre 2005 a été réprimée violemment, comme de nombreuses mobilisations sociales, à l'image du mouvement lycéen.

La volonté de discipliner les jeunes se voit aussi dans l'offensive morale que nous vivons au quotidien. Cela passe par des offensives idéologiques et policières contre les drogues douces. Cela passe aussi par les publicités sexistes qui sont de plus en plus fréquentes, qui montrent les femmes en situation de soumission par rapport aux hommes. Cela passe encore par d'autres schémas qui visent à faire comprendre qu'un jeune doit avoir envie d'une famille bien sage (père, mère, deux enfants et un chien), de rapports hétérosexuels, et que chercher un peu autre chose peut être dangereux pour la société.

Le gouvernement et le patronat ont tout intérêt à nous rendre dociles, à nous faire accepter n'importe quoi. Mais les mobilisations de ces dernières années prouvent que les jeunes ne se laissent jamais faire complètement. À nous d'organiser la riposte!

Antoine, [Jussieu]

reproduisent les schémas capitalistes.

Dans les périodes de révoltes, la démarche collective prend le pas sur la démarche individuelle et les jeunes prennent conscience de leur force. C'est ce qu'ont encore démontré les émeutes de cet hiver (et ce n'est pas un phénomène nouveau).

Dans les périodes de reflux, quand les luttes collectives perdent de l'intensité, c'est la démarche individuelle qui reprend le dessus.

Notre rôle est d'organiser la révolte de la jeunesse, particulièrement la jeunesse pauvre qui est concentrée dans les cités.

Les périodes de mobilisations nous offrent une plate-forme importante. Il faut

être aux côtés de cette jeunesse quand elle se révolte, il faut être à ses côtés également quand la répression frappe, ce qui se traduit aujourd'hui par une campagne pour la libération de tous les émeutiers.

L'État a bien compris que les mouvements de jeunesse peuvent permettre d'organiser la jeunesse de banlieue et c'est ce qu'ils essaient d'empêcher en opposant lycéens et « bandes de casseurs venus de banlieue ». Nous devons montrer que tous les jeunes ont les mêmes intérêts et le même adversaire : la société capitaliste.

Antonin et Lisa, [Jussieu]

Les normes, la famille et la jeunesse

Après la seconde guerre mondiale et la destruction massive des richesses, les reconstructions entraînent d'une importante main-d'œuvre qualifiée. Les femmes sont donc appelées à travailler et le niveau de structure de la famille et dans la structure idéologique qui l'encadrait (normes, femme au foyer, rôle conditions différentes de celles de leurs parents et perçoit donc les normes sociales et familiales d'aujourd'hui. Ainsi, le changement de mode de production nécessaire à l'accroissement du Capital a entraîné une La révolte contre ses normes devient un détonateur à une prise de conscience plus globale des transformations qui permettent en 68 de faire le lien et d'ouvrir les yeux sur l'exploitation capitaliste.

La remise en cause des normes familiales et sexuelles peut déboucher sur la prise de conscience du capitalisme, c'est-à-dire à une vision de classe de la société. Mais dans le même temps, cette remise en cause se fait sur le terrain culturel-idéologique sans pour autant remettre en cause les fondements de la société bourgeoise, sans remettre en cause le mode d'exploitation capitaliste.

Mai 68 est un exemple de prise de conscience du lien entre oppression normative et exploitation capitaliste. Une bonne partie de la jeunesse a rejoint les salariés dans la lutte contre l'exploitation capitaliste. Après l'échec du mouvement, il y a eu un déplacement de la lutte sur le terrain uniquement idéologique. La cause globale du système de répartition des rôles et des richesses mais d'une révolution sexuelle.

Jeunesse Capitalisme

Le rôle de la jeunesse dans les luttes sociales

La jeunesse peut être l'étincelle qui déclenche les luttes et le moteur dynamique de celles-ci, le secteur qui permet de développer toutes les potentialités politiques d'un mouvement tant en terme de confrontation que de possibilité de mener des combats idéologiques et d'élaborer des stratégies politiques pour que le mouvement atteigne ses objectifs. C'est ce que nous montrent tous les mouvements impliquant massivement la jeunesse.

La jeunesse n'est pas une classe sociale, c'est-à-dire que tous les jeunes n'ont pas les mêmes intérêts politiques et économiques. Un fils de patron qui fait une grande école de commerce n'a strictement rien en commun avec une lycéenne préparant un BEP coiffure, un étudiant en fac qui bosse pour payer ses études ou un salarié de chez Mac do.

Cependant, comme chez les "vieux", les exploités sont majoritaires dans la jeunesse et, celle-ci, de par, d'un côté son manque d'expérience politique, et de l'autre sa volonté de combattre frontalement l'injustice a une capacité à se révolter et à se confronter au pouvoir qui sont souvent déterminants pour qu'un mouvement politique et/ou social se développe.

Le potentiel de révolte de la jeunesse est favorisé par le fait que la vie de famille ne fait pas obstacle à un investissement fort dans les luttes: sans enfants ni responsabilités familiales, les conséquences de la lutte (retrait sur salaire, temps investi dans l'organisation des mouvements, etc.) n'engagent que nous et ne mettent pas en difficulté d'autres personnes que nous-même.

De plus, même si de plus en plus d'étudiants ou lycéens sont salariés, la jeunesse scolarisée, parce qu'elle dispose d'un

Apprentissage, alternance

« T'es nul à l'école, faut que tu apprennes un métier »

Qui n'a jamais entendu ça autour de lui? La logique est évidente: puisque tu ne suis plus à l'école, autant que tu ailles apprendre un métier (plombier, garagiste pour les garçons et esthéticienne, coiffeuse, pour les filles), plutôt que de perdre ton temps à l'école. Cette tendance ne fait que se confirmer d'années en années, puisque l'apprentissage ne cesse de se développer depuis ces dix dernières années.

Ce phénomène s'explique par une première chose: toutes les réformes engagées dans l'éducation vont dans le sens de réduction de dépenses, donc dans le sens d'une éducation à deux vitesses: celle pour ceux qui ont les moyens, et celle pour ceux qui ne l'ont pas. Mais dans quel but

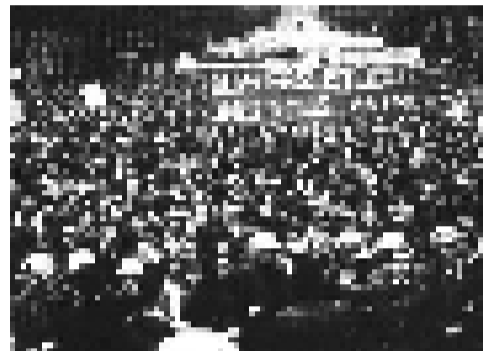
les gouvernements successifs mènent-ils ce genre de politique? Le patronat part d'un constat très simple: il lui faut une main-d'œuvre de moins en moins chère, mais aussi des salariés qui arrivent sur le marché de l'emploi avec un métier dans les mains, donc un salarié qui soit rentable immédiatement. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'apprentissage: il permet de former un jeune à un métier précis, mais formé selon un mode bien connu: obéissant et rentable.

Dans une situation où le patronat cherche du personnel de moins en moins cher et de plus en plus rentable pour réaliser des profits plus importants encore, le gouvernement a décidé de pousser encore

plus loin l'apprentissage, puisqu'il propose aujourd'hui de le rendre abordable à partir de 14 ans. Nul besoin d'apprendre les maths ou notre histoire pour monter des murs ou couper des cheveux: tel est le principe du gouvernement.

Dans cette société la jeunesse n'est vue que comme de la future main-d'œuvre, et nous devons tout mettre en œuvre pour que nos aspirations soit prises en compte, et que notre éducation ne soit pas simplement soumise au bon vouloir et au besoin du patronat. Nous devons pouvoir choisir notre avenir: nous ne sommes pas de la chair à patrons!

Laurent, [Nanterre]



efficacité de cette stratégie).

Nous sommes dans une période où un mouvement international de confrontation avec le système se développe, la jeunesse qui n'a pas vécu la période du libéralisme triomphant des années quatre-vingt ni les défaites des luttes de ces années-là est plus déterminée que jamais à changer le monde. Les guerres de conquête et le néolibéralisme ne sont pas l'avenir que défend cette jeune génération. Le mouvement altermondialiste, les révoltes dans les quartiers populaires, les grèves chez Mac do, le mouvement lycéen et le vote massif de la jeunesse contre la constitution européenne sont plus que des signaux, c'est la base de la remise en cause globale d'un système que la majorité de la population mondiale subit et rejette. La remise en cause globale du capitalisme est une réalité à travers tous ces mouvements et notamment chez la jeunesse, c'est pourquoi nous devons en être totalement partie prenante.

Karl Liebknecht, un révolutionnaire allemand des années 1910 disait de la jeunesse

Sarah, [Saint-Denis]

Jeunesse scolarisée et capitalisme

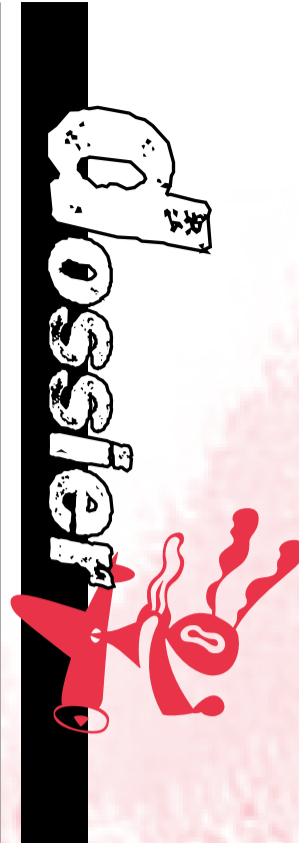
Jusqu'à la seconde guerre mondiale, l'enseignement secondaire et supérieur était réservé à une petite élite issue des couches les plus favorisées de la population. Mais la conjoncture économique qui s'en suivit, les trente glorieuses, amena la classe dirigeante à prendre des mesures contradictoires quant à ses intérêts (politiques et économiques) à propos de l'enseignement. Pour répondre aux besoins de main-d'œuvre plus qualifiée (impératif économique), elle dut en effet ouvrir les portes du secondaire et du supérieur aux classes moyennes puis populaires, ce qui se révéla être un facteur d'instabilité politique pour elle.

Cela se vérifia assez vite puisque dès... les étudiants tinrent un rôle majeur, en France, dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Quelques années plus tard vinrent les événements de mai 1968 où la révolte étudiante fut à l'origine de la mise en ébullition de tout le pays. Ainsi, bien qu'à l'époque cette jeunesse scolarisée fût encore principalement issue de la petite bourgeoisie, lycées et universités étaient déjà devenus les terrains d'une contestation idéologique du système et ceci pour deux raisons fondamentales. Premièrement, les politiques en matière

qu'elle est « la flamme de la révolution ». Tout nous montre aujourd'hui que cette jeunesse cherche des armes politiques et stratégiques pour mettre à bas le capitalisme, l'exploitation et l'oppression.

Face aux capitalistes, organisés dans les structures du Medef, de l'État, de la Banque Mondiale, de l'OMC, de l'ONU et de l'Union Européenne, c'est massivement que nous devons nous organiser, sur nos facs, nos lycées, nos entreprises contre la logique politique et économique du capitalisme aujourd'hui: le libéralisme. Aucun jeune révolté ne doit être seul pour lutter contre le système, c'est tous ensembles, avec nos opinions, nos expériences, nos idées que nous devons construire un outil politique capable de relever les défis de la situation.

Sarah, [Saint-Denis]



Mai-juin 2003:

Un immense mouvement de grève se développe en France contre la réforme des retraites. Si les lycéens et les étudiants n'étaient pas au centre de ce mouvement, ce sont les surveillants (MI-SE) et les jeunes profs qui ont été les initiateurs et les animateurs du mouvement (la grève avait commencé par des surveillants MI-SE en mars pour le maintien de leur statut d'étudiants-salariés). Les cortèges, banderoles et slogans étaient à l'image du mouvement altermondialiste. Ce mouvement de grève a révélé le dynamisme d'une nouvelle génération de luttes, dynamique et déterminée.

Novembre-Décembre 2003:

En quelques semaines, plus de la moitié des universités de France sont en grève contre la LMU et la réforme des diplômes (LMD). La LMU est retirée très vite, le bras de fer s'engage sur le LMD. Le mouvement ne gagnera pas mais des centaines de milliers d'étudiants ont manifesté pour défendre leurs diplômes, ils ont discuté pendant 2 mois en assemblées générales du type d'éducation qu'ils voulaient, se sont prononcés contre la privatisation de l'éducation. Les facs étaient bloquées par les étudiants qui avaient besoin de temps et des amphis pour organiser leur lutte.

Janvier 2005:

Le mouvement lycéen débute dans le 93 contre la fermeture de classes et contre l'expulsion des lycéens sans-papier. Ce mouvement a duré plus de 5 mois. Les lycéens ont dû bloquer leurs lycées avec chaînes, poubelles et grilles pour empêcher la tenue des cours et permettre l'organisation des Assemblées Générales. L'occupation d'une annexe du ministère de l'éducation nationale a été une action révélatrice de la détermination des lycéens.

Mai 2005:

60% des jeunes votent NON au référendum sur la constitution européenne. La jeunesse est massivement opposée au projet libéral et veut vivre dans un monde où les besoins de la majorité passent avant les profits d'une minorité.

Octobre-Novembre 2005:

Après la mort de 2 jeunes de Clichy sous bois, tous les quartiers défavorisés se révoltent de Toulouse à Lille contre les violences policières, la discrimination à l'emploi, au logement, le racisme de la République, etc. La jeunesse des quartiers entre aussi en résistance contre une société d'exclusion, de racisme, de violence et d'exploitation. Le niveau de confrontation avec la police est extrêmement fort.

Ben, [Jussieu]

l'ouverture de nouveaux marchés et le besoin de leur éducation augmente. Ce changement dans la (de la femme...) fait que la jeunesse évolue dans des avant-guerre comme une oppression.

remise en cause des normes existantes. transformations et des contradictions de la société qui

lien entre oppression sexuelle et exploitation capitaliste. La question des normes a amené une

révolution. Il ne s'agit plus d'une révolution de remise en

Charlie, [Orléans]

Directions syndicales

Limites de leur offensive contre le CPE

Si le Gouvernement a avancé les débats au sujet du CPE à l'Assemblée nationale, c'est parce qu'il avait calculé le coup: les personnes les plus susceptibles de donner l'impulsion au mouvement de lutte, autrement dit les étudiants, sont en examens ou en repos. Qui plus est, cela a pris de court les syndicats qui disposent de moins de temps pour mobiliser efficacement. Habile manœuvre qui servira à la majorité au pouvoir pour justifier l'acceptation tacite des jeunes d'un tel contrat. De toute façon, il ne fallait pas attendre de cadeau d'un Gouvernement qui casse nos droits sociaux depuis presque quatre ans.

En effet, le CPE, petit frère du CNE, vient attiser la grogne des gens qui voient dans cette nouvelle mesure une nouvelle attaque d'un Gouvernement collaborant allégrement avec les patrons. Toutes les mesures « sociales » que la majorité au pouvoir présente sont par exemple le forfait un euro à la charge des personnes pour chaque consultation, la baisse des charges sociales pour favoriser l'emploi... C'est pourquoi plusieurs mobilisations ont été prévues: les rassemblements à l'appel de la CGT le 31 janvier, la manifestation des services publics le 2 février et le point d'orgue, la manifestation du 7 février.

Si on peut se réjouir de l'alliance des syndicats de travailleurs et étudiants au sujet du CPE, on peut se demander ce que

cela va donner? Des manifestations sont organisées, mais après? Les appels à la grève pour les journées de mobilisations se sont multipliés, mais est-ce que cela suffira pour fléchir le pouvoir en place? On peut craindre que non. Une grève générale est la seule solution et peu d'organisations l'envisagent, au mieux elles la mentionnent. De plus, l'unité de lutte entre les travailleurs, les étudiants et les lycéens est récente et fragile; le mouvement de 2003 contre la réforme des retraites et le mouvement lycéen contre la Loi Fillon en 2005 ont bien montré le handicap que présente le manque de coordination.

C'est pourquoi la mobilisation contre les multiples mesures antisociales doit continuer et s'accroître et l'unité se consolider pour parvenir enfin à une issue favorable. Nous avons gagné nos droits sociaux par la lutte, et ça doit continuer!

Cathy, [Metz]



Magouilles dans le 13e et le 5e arrondissements de Paris

Entre la fermeture de Censier, le désamiantage de Jussieu et le déménagement de Paris 7, les étudiants vont beaucoup voyager dans ces prochaines années. Mais qu'est ce qui se cache derrière tout ça?

En parallèle va avoir lieu le déménagement de Paris 7 vers le site Paris Rive-Gauche (un projet colossal associé au réaménagement de toute la zone située entre Austerlitz et le périph) et la fermeture et l'installation de Censier (Paris 3) sur le campus de Jussieu. Pourquoi alors ne pas avoir simplement construit un nouveau campus pour Paris 3 et laissé Paris 7 à Jussieu?

Parce que derrière toutes ces magouilles immobilières il y a d'abord des intérêts

économiques (la vente de Censier, en plein 5e rapporterait plus de 250 M€), mais aussi le pacte pour la recherche!

Le principe fondamental du pacte pour la recherche (PPR) est la formation des PRES, pôles d'excellences ultra-compétitifs chargés des activités de recherche et d'enseignement de haut niveau.

L'installation de Paris 7 dans le quartier Paris Rive-Gauche permet un rapprochement avec les universités Paris 1 et Paris 5 et le déménagement de Paris 3 vers Jussieu facilite un groupement entre Paris 3, Paris 6 et Paris 9 (Dauphine).

Ces deux pôles d'excellence sont déjà d'actualité puisque les universités Paris 1, Paris 5 et Paris 7 ont déjà annoncé un partenariat sous le nom de « Paris Centre Universités » et que Paris 6 et Dauphine organisent un master en commun de « sciences et management ».

Avant même le vote du pacte pour la recherche, prévu fin février, les présidents d'universités cherchent à montrer leur bonne volonté au gouvernement en appliquant le « projet » de loi.

Face à une loi qui présente un réel danger pour tout l'enseignement supérieur en y intégrant les entreprises, nous devons nous battre pour le retrait du PPR.

Adrien, [Jussieu]

le plus libéral de la constitution) le 11 février prochain alors que celle-ci sera votée le 14 au parlement Européen.

Marie, [Jussieu]

Pour partir manifester à Strasbourg contre la directive Bolkestein le 11 février à Strasbourg, réserver vos places de car (30 €). Contact: Marie: 0687213883.

Tous ensemble pour une alternative au libéralisme!!!

Le 29 mai dernier, une majorité de la population française s'est exprimée contre la Constitution Européenne. À travers ce rejet c'est une véritable dynamique anti-libérale qui s'est enclenchée. En effet, cette victoire a été celle de toute la gauche rassemblée (de la LCR aux dissidents du Parti Socialiste), et de ces 1000 collectifs s'étant montés dans toute la France. Tout au long de la campagne des dizaines de milliers de gens, organisés ou non, ce sont

réunis pour débattre des thèmes de la constitution Giscard et pour faire le choix combattre ensemble pour une autre société.

On aurait pu s'attendre à ce qu'après la victoire du non, les militants rentrent chez eux et ne voit plus la nécessité de mener des actions communes. Et bien non, c'est après le 29 mai que les réunions publiques des collectifs furent les plus massives et trois cents d'entre eux se sont encore réunis les 3 et 4 décembre derniers lors d'une réunion nationale afin de se donner des perspectives communes. C'est pour répondre à la nécessité de se battre en positif et non pas seulement en contre qu'il a été décidé qu'une charte anti-libérale devait être rédigée. Ainsi, chaque collectif doit, aux moyens de forums thématiques et de cahiers de doléances, participer à l'élaboration de cette charte qui sera alors débattue et adoptée lors d'assises nationales le 13 mai prochain.

C'est dans ce cadre-là qu'a eu lieu la semaine d'initiative parisienne. Sept forums se sont réunis regroupant au total plus de 500 personnes pour proposer des solutions aux problèmes engendrés par le libéralisme sur les thèmes du logement, de la précarité, de la santé, de l'emploi, de l'éducation... Il est à noter que c'est autour de cette perspective de charte anti-libérale que trois collectifs de facs se sont montés sur Jussieu, la Sorbonne et Censier.

Lors du forum final, « Quelle alternative au libéralisme? », les rendez-vous militants ont été pris. Les prochaines actions des collectifs seront donc de mobiliser massivement contre le CPE ainsi que de remplir les cars que nous organisons pour aller manifester à Strasbourg contre le retour de la directive Bolkestein (le pen-

Dans la série « les patrons ont BESOIN du CPE »:

En 2005, les 40 plus grosses entreprises françaises (CAC 40) ont fait 22 % de profits en plus, c'est-à-dire 80 milliards d'euros. En 2004, c'était déjà 22 milliards d'euros qui étaient allés directement dans la poche des actionnaires.

En 2005, Carrefour a licencié 1500 salariés (et 1700 licenciements supplémentaires sont prévus pour 2006)... pendant que les actionnaires encaissaient 28 % de bénéfices en plus.



Le racisme institutionnel

Mi-février sera présenté en conseil des ministres un projet de réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA). Prétendant substituer une « immigration choisie » à une « immigration subie », cause de tous les maux, le texte constitue en fait un déni des droits humains fondamentaux pour les étrangers mais également une grave attaque contre l'ensemble des salariés. Hypocritement intitulé « Capacités et talents », le texte organise le pillage des cerveaux et des bras dans une perspective utilitariste : l'immigrant acceptable sera l'immigrant rentable pour l'économie française. Pour les étrangers en situation irrégulière, il deviendra presque impossible d'obtenir une régularisation. Le droit à un titre de séjour après 10 ans de présence en France est supprimé. L'obtention du statut de réfugié politique deviendra un exploit. Les droits des étrangers malades sont gravement attaqués. Les conditions de régularisation par le mariage seront énormément durcies. Les étudiants étrangers seront fortement sélectionnés.

Seuls les « cerveaux », l'élite triée sur le volet, auront accès au regroupement familial automatique après six mois de présence. Pour les autres, le droit à vivre en famille sera soumis à des conditions absurdes et quasiment impossibles à réunir. Comme dans les années soixante, le bon immigrant

devra être célibataire, en bonne santé et travailleur zélé. Car le projet de loi conditionne désormais l'obtention d'un titre de séjour à l'obtention d'un contrat de travail. Avec la menace de l'expulsion en cas de rupture de ce contrat, les gens seront contraints d'accepter toutes les formes de contrat, salaires et conditions de travail imposés par les employeurs. Les conséquences entraîneront une mise en concurrence de tous les salariés, français ou étrangers, pour lesquels la précarité et l'exploitation seront la seule alternative au chômage. Et que dire des conditions de travail dignes de l'esclavage de la masse toujours plus grande d'étrangers non-régularisés. Les capacités des salariés à se défendre, se syndiquer et à faire grève seront alors fortement entravées. Ne serait-ce pas une version ségrégationniste de la directive Bolkestein ? Pour ceux qui pensaient que le racisme est une affaire de morale, le gouvernement apporte la preuve que c'est d'abord une affaire de gros sous.

Un collectif rassemblant près de 70 organisations s'est constitué et appelle à se mobiliser contre ce projet de loi qui, s'il était appliqué, « ferait des étrangers en France, réguliers ou irréguliers, une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée pieds et poings liés à l'arbitraire du patronat, de l'administration et du pouvoir ».

Cédric, [Censier]

Siham, 19 ans, lycéenne, en grève à Pizza Hut

Le profit maximum des multinationales... avec l'aide du gouvernement !

La multinationale Yum! Brands possède entre autre Pizza Hut et KFC. Malgré ses 9,6 milliards de dollars de bénéfice annuel, elle considère que ses profits sont insuffisants et revend les murs, les salariés et les mobylettes de Pizza Hut. Elle préfère mettre tout son fric dans KFC, plus rentable. L'enseigne Pizza Hut reste mais les magasins appartiennent à des propriétaires particuliers. C'est ce qu'on appelle des franchises. À Toulouse et à Bordeaux, les premiers franchisés ont déjà fait faillite, les salariés se sont retrouvés au chômage. Dans le passage de la société à la franchise, c'est le salarié qui trinque. Cela coûte trop cher à la société d'intégrer un certain nombre de droits collectifs des salariés dans la vente

à un particulier ! Du coup, les conditions de travail, déjà pas faciles, sont menacées...

En plus, avec le CPE, la précarité va s'accroître. Il ne sera plus question de faire grève pour nos droits et c'est bien ce que le gouvernement souhaite : une jeune main-d'œuvre flexible, qui se tue à la tâche et que ne peut l'ouvrir. À nous de faire que ça ne passe pas !

RED : Siham, depuis quand travailles-tu à Pizza Hut ? Pourquoi ? Comment articules-tu tes études et ton boulot ?

Siham : Je travaille à Pizza Hut, depuis l'été dernier. Je suis actuellement en Terminale S. Je travaille les Week-end. J'ai un contrat de 10 heures, en CDI, qui me permet de financer mes fringues, ma carte ImaginR, mon portable etc. et j'aide un peu mes parents...

RED : Depuis quand êtes-vous en grève ? Pourquoi ?

Siham : Nous sommes en grève depuis le 14 janvier. On nous a annoncé la franchise, on a eu l'impression qu'on voulait nous vendre, nous, des êtres humains, avec les murs du magasin. On s'est mis en grève parce qu'on ne sait pas ce que deviendront nos droits, comme la prime pour s'acheter les chaussures de boulot ou les tickets restaurants. On ne se positionne pas sur la

Expulsions de lycéens à Perpignan

Le 10 octobre 2004 Elaarbi Boussaada, marocain de 19 ans et lycéen de Villelongue, village des Pyrénées-Orientales, a été expulsé sans qu'on lui laisse le temps de prendre ses affaires ni de dire au revoir à son père. Djamilia et Mohammed Ghalamallah 21 et 25 ans, tous les deux en France depuis 4 ans, sont sous le coup d'une procédure d'expulsion. Djamilia est en BTS horticulture et Mohammed aurait été en contrat d'apprentissage au CFA s'il avait été en situation régulière. Recherchés par la PAF, ils se sont cachés un mois. Djamilia vient d'obtenir le droit de terminer son année scolaire, pour son frère pas d'avancée.

Et ces cas sont loin d'être des cas isolés. Les profs de Villelongue estiment que 62 lycéens risquent d'être expulsés dans l'année, des cas similaires existent partout en France.

Sensibilisés à cette situation inhumaine, les lycéens du département sont descendus dans la rue à plus de 500 le vendredi 7 octobre 2004 et quelque 150 courageux

ont bravé la pluie battante et les rangs de CRS le 13 lors de la venue de notre cher ministre de l'intérieur, M. Nicolas Sarkozy.

Loin de se laisser émouvoir par la situation de ces gens, la préfecture et le directeur de cabinet de Sarko ont expliqué que la loi c'est la loi et qu'elle est bonne pour la France.

Nous ne partageons pas ce point de vue et c'est pour cela que le collectif lycéen étudiant de soutien aux lycéens menacés d'expulsion et RESF récemment créé à Perpignan continuent la lutte, sans doute pour longtemps.

Il y a partout de nombreux sans-papiers pourchassés par Sarkozy jusque dans les lycées et seul un mouvement de solidarité d'ampleur nationale permettra d'éviter de nombreux drames et de faire reculer la politique raciste du gouvernement qui se fixe comme objectif l'expulsion d'un maximum d'étrangers.

Loïc, [Perpignan]

Éducation

Établissement de type pénitentiaire dans le milieu scolaire ?

Au lendemain de l'agression faite sur Karen Montet-Toutain, le ministre de l'éducation, Gilles de Robien proposait, devant les caméras, de mettre des policiers en permanence dans les collèges et les lycées ! Des flics de proximité des salles de prof, encore une idée prise au PS par la droite extrême.

Le « rebelle » de l'UDF lance là une fleur à son collègue de l'Intérieur en quête d'opinion favorable. À l'époque, on sortait des émeutes brûlantes des banlieues-ghettoisées, et Sarko la ramenait moins ! Si la classe médiatique, dénonce régulièrement la violence faite à des profs depuis quelque temps, les faits ne sont pas nouveaux. Une note de la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) c'est parce que celle-ci a augmenté de 9 % ces deux dernières années. Cette note a été transmise au ministère de l'éducation, et De Robien a été séché par le sarkosiste Fogiel sur France 3 dimanche 22 janvier : « Honnêtement (?), je n'ai pas connaissance de cette note. Des notes, il y en a des kilos tous les jours dans

ce grand ministère. »

Mais que fait le ministre ?

À part réveiller à l'Île Maurice, aller visiter le Gabon ou saluer son frère propriétaire des radars, le Gilles cache quelque chose de louche, très louche : après le naufrage Ferry, l'ancien ministre des transports roule dans la direction de ceux qui veulent priver les plus démunis d'une éducation de qualité. Ce n'est pas en installant des portiques de sécurité, des caméras dans les classes que l'on résoudra le problème.

De Robien s'en moque de la fragilité psychologique d'élèves en détresse, il n'en a rien à cirer de profs délaissés par ses propres collègues, et du manque d'infirmières dans les établissements. En suggérant aux profs de porter plainte, c'est vraiment prendre les professionnels de l'éducation pour des c. Stop au processus de la privatisation de l'éducation, De Robien démission !!!

Erwan JCR/LCR Brest

franchise mais on veut avoir l'assurance que ces droits resteront. On en revendique d'autres, comme la prime de risque pour les livreurs. La direction ne veut pas négocier. Nous, on n'arrêtera pas tant qu'on n'aura pas un truc écrit.

RED : Comment se passe la lutte ? Avez-vous des liens avec les autres salariés de Pizza Hut ?

Siham : On commence seulement à discuter avec les autres salariés, avec des actions comme celle au Pizza Hut des Halles. Notre priorité reste d'être présents devant notre magasin ; on a des difficultés à rendre visible largement notre lutte. En plus, comme on est beaucoup d'étudiants, on ne peut être présents en permanence. On se bat aussi pour qu'ils nous paient les jours de grève. On se réunit régulièrement pour discuter de l'avancement des négociations : deux représentants du magasin rencontrent la direction avec les délégués CGT. La CGT en la personne d'Abdel Mabrouki, nous soutient bien. A chaque

fois, les décisions sur l'avenir de la grève, les actions, sont discutées et votées. On essaye d'aboutir à un consensus. On est une équipe soudée.

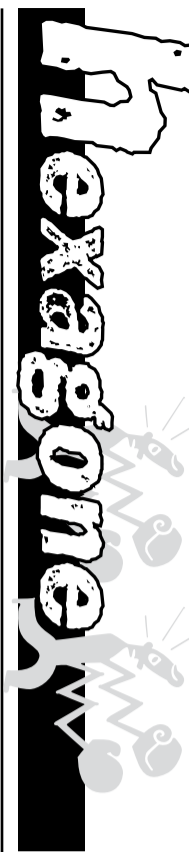
RED : Que penses-tu de l'actualité : le CPE, la révolte des banlieues...

Siham : À propos du CPE, j'en ai pas trop entendu parler... Mais d'après ce que j'en sais, pour des salariés comme nous, ça veut dire qu'on pourra être viré n'importe comment, n'importe quand. Par rapport à la révolte des banlieues, j'ai l'impression qu'il fallait bien que ça pète un jour, à force de ne jamais les écouter !

Propos recueillis par Fanny, [Sorbonne]

Soutien :

Permanence tous les jours entre 11 heures et 14h30 et de 18 heures à 22 heures au magasin Pizza Hut Zénith (191, av. Jean Jaurès, Paris 19e, M° Porte de Pantin) ; envoyez vos chèques à l'ordre de CGT, avec au verso la mention « grévistes de Pizza Hut », au 39 rue Deguingand, 92300 Levallois.



1986

Une réforme de l'éducation qui a pris pour cher...

Il y a 20 ans en France, un mouvement réunissant une grande partie de la jeunesse fut victorieux. On y vit les plus grosses manifestations de jeunes depuis mai 1968, soit plus de 1 million le 4 décembre!

Après 3 semaines de lutte, le gouvernement annonça l'abandon du projet Devaquet, à l'origine de la colère des jeunes.

Retour sur ce mouvement qui créa un réel bouleversement du paysage politique français.

La réforme Devaquet

Depuis 1968, il règne un certain climat dans les universités, le rapport de force instauré par les étudiants et les enseignants empêche les gouvernements successifs d'imposer une réorganisation brutale de l'enseignement. De nombreuses réformes se succèdent donc depuis les dernières années visant à différencier de plus en plus l'enseignement supérieur.

Dès le mois d'avril 1986, le GERUF (Groupe d'étude pour la reconnaissance de l'université française) présente un projet de loi ultra-libéral visant ouvertement à détruire le cadre des universités pour bâtir des facs totalement concurrentielles. La loi Devaquet s'en inspire largement.

Elle était composée de cinq mesures:

Tout d'abord, la suppression du cadre national des diplômés. Plus de diplômés nationaux, seulement des diplômés par fac sans assurance d'accréditation nationale.

La deuxième mesure laissait une grande autonomie aux universités sur les conditions de passage des étudiants d'un cycle à un autre. La moyenne ne suffisait plus, un concours pouvait être imposé, ou alors une moyenne de 12/20 pour accéder à l'année suivante...

La troisième mesure permettait aux universités de fixer elles-mêmes les conditions d'accès en première année. Le bac n'étant alors plus suffisant.

La quatrième mesure consistait à poursuivre l'augmentation vertigineuse de frais d'inscription, qui avaient déjà augmenté de 475 % en cinq ans.

La dernière encourageait le financement patronal des facs.

Le but de cette réforme est clair. Il s'agit de faire une université efficace et rentable,

qui de plus exerce un contrôle sur les étudiants au niveau idéologique, afin de contrer les envies de bouleversement social issues de 1968.

Chronologie du mouvement

Dès la grève générale du 21 octobre, les étudiants de Caen se réunissent et lancent un appel à toutes les facs de France pour exiger le retrait de la réforme Devaquet.

La première coordination nationale étudiante se tient le 15 novembre, une dizaine de villes y sont représentées. L'appel de Caen est repris et l'idée d'une manifestation nationale est lancée.

Dans les jours qui suivent les universités de Nanterre, Censier, Tolbiac, Jussieu entrent dans le mouvement. Les facs de Caen et Villetaneuse sont déjà en grève.

Le 22 novembre les États généraux de l'Unef-Id se transforment en États généraux du mouvement. Ce sont les représentants des comités de grève qui les président. Plus de 2000 étudiants sont présents, un appel à la grève générale des facs est lancé ainsi qu'une date de manifestation nationale, le 27 novembre.

Jusqu'à ce moment-là, seules les universités se mobilisent, mais dès le 24 novembre, non seulement le mouvement s'étend dans les universités qui n'étaient pas encore touchées, mais il s'installe aussi dans les lycées. Des manifestations se font un peu partout et la première coordination lycéenne se tient le 25. Le 26, sur les 72 universités françaises 60 sont en grève.

Le 27 novembre ce sont plus de 600000 lycéens et étudiants qui descendent dans la rue! On n'avait plus vu autant de jeunes mobilisés depuis 1968! La coordination étudiante lance un mot d'ordre d'occupation des facs jour et nuit et une date de manifestation nationale à Paris, le 4 décembre.

Le lendemain, Chirac, premier ministre à l'époque, demande une réécriture des points les plus contestés, mais cela ne stoppera pas la mobilisation, ce jour-là, plus de 20000 lycéens manifestent devant l'assemblée nationale.

Le 30 novembre lors de l'intervention de Chirac à la télé, celui-ci affirme que le mouvement de la jeunesse est issu d'un malentendu. Le ton monte dans la rue, les lycéens des lycées professionnels se joi-

gnent à la lutte, et le 4 décembre plus d'1 million de manifestants défilent à Paris!

Lors de cette manifestation la colère est forte chez les jeunes, Monory, alors ministre de l'éducation refuse de recevoir les représentants de la coordination étudiante. Alors qu'il n'y avait jusqu'alors pas eu trop d'affrontement avec la police, celle-ci intervient très brutalement et fait trois blessés graves. Le lendemain, une manifestation contre les violences policières réunit plusieurs dizaines de milliers de jeunes. Monory ne prononce pas un mot sur ces violences mais annonce abandonner son propre projet de réforme des lycées et prendre en main celui des universités. Le soir, aux alentours de la Sorbonne, Malik Oussekiine, un étudiant de 22 ans meurt, tabassé par la police.

Le lendemain, Devaquet annonce sa démission alors que de nombreuses manifestations de deuil et de colère se déroulent en France. La coordination étudiante se réunit à nouveau et décide d'une journée nationale de deuil pour le 8 et lance un appel aux syndicats ouvriers pour qu'ils se joignent à la grève générale du 10 décembre.

Le lundi, Chirac annonce le retrait total de la réforme Devaquet et le lendemain il décrète une pause dans les réformes en chantier: code de la nationalité, prison privée selon le modèle américain, proposition de supprimer le remboursement de l'avortement...

Le 10 décembre, des manifestations ont lieu partout en France, regroupant lycéens, étudiants et salariés, à Paris le cortège regroupe 200000 personnes.

Le 11 décembre à lieu la dernière coordination étudiante qui proclame son auto dissolution, se donne rendez-vous en mars 1987 pour des États généraux de l'université. Les étudiants se séparent alors en chantant l'internationale.

Une unité remarquable de la jeunesse

Les étudiants, puis ensuite les lycéens se sont largement mobilisés, la dernière mobilisation aussi massive remontait à 1973, contre la loi Debré. Mais ce n'est pas seulement la jeunesse scolarisée destinée à poursuivre de longues études qui est descendue dans la rue, les lycéens des bahuts pro se sont aussi mobilisés, alors que ni la loi Devaquet ni la réforme de Monory sur le Baccalauréat les touchaient directement.

Aucun de ces jeunes n'avait connu mai 1968, et le but du mouvement de 1986 n'était pas de le reproduire. Cette unité de la jeunesse, notamment des jeunes issus des classes les plus défavorisées, venait du fait que tous s'inquiétaient pour leur avenir. Les trente glorieuses étaient désormais derrière eux et le chômage de plus en plus omniprésent. Beaucoup de jeunes avaient participé aux énormes manifestations anti racistes des précédentes années et aspiraient à une société ou le libéralisme ne serait plus la règle d'or.

Une seule solution, l'auto organisation!

Dès le début du mouvement, la majorité des jeunes investis ont tout fait pour arriver à une démocratie interne exemplaire. Tout était décidé en AG dans les univer-

sités et dans les lycées, les coordinations nationales réunissaient les délégués des différentes villes, les porte-parole étaient mandatés sur une base précise et n'avaient pas intérêt à la dépasser sous peine de ne pas voir leur mandat reconduit...

La méfiance vis-à-vis des organisations politiques et des syndicats était très présente, les jeunes ne voulaient pas se faire récupérer ni manipuler. De plus les jeunes mobilisés n'avaient aucune confiance dans les organisations traditionnelles de gauche. En effet tous n'avaient connu que la gauche au pouvoir, et le bilan était bien sombre, et quand Mitterrand adressa « tout son soutien aux étudiants » il était déjà bien tard, et il était difficile de ne pas y voir une manœuvre pour les présidentielles de 1988. Il y avait tout simplement un refus de la « politique politicienne ».

On ne peut pas dire que cette méfiance fut négative, même celle envers les organisations révolutionnaires telles que la nôtre. Pour la jeunesse mobilisée il s'agissait de montrer qu'aucune structure existant auparavant ne pouvait prétendre à diriger le mouvement, et que celui-ci devait se doter de sa propre représentation. Mais les militants qui avaient fait du travail avant, et qui n'arrivaient pas du jour au lendemain en s'autoproclamant « dirigeant » étaient très bien acceptés, et leur expérience utile et appréciée par tous.

Cette démarche a ainsi amené les jeunes organisés ou non, à faire leur propre expérience, ainsi d'une revendication initiale qui portait seulement sur la réforme Devaquet, et d'une majorité qui affirmait leur mouvement comme « apolitique », on est arrivé à une confrontation directe contre le gouvernement.

Jusqu'à la victoire!

Les interventions extrêmement violentes de la police les 4 et 5 décembre, entraînant notamment la mort de Malik Oussekiine, accompagnée du mépris du gouvernement refusant jusqu'au bout de recevoir des représentants étudiants, provoque une certaine radicalisation du mouvement.

Ceux qui avaient encore des illusions envers la classe gouvernante les perdent alors. La dynamique antigouvernementale est lancée. Plus personne ne parle d'apolitisme. Les jeunes qui se retrouvent confrontés à la police comprennent bien cette logique qui consiste à envoyer des hommes armés pour faire taire la colère de ceux qui aspirent à une société plus juste. Ils ne sont pas naïfs, et ils sont prêts à se battre jusqu'au bout.

La force de ce mouvement a été sa capacité à entraîner les salariés. On a pu le voir le 10 décembre où plusieurs dizaines de milliers d'entre eux ont rejoint les jeunes dans la rue. Alors qu'à l'origine seulement la CGT appelait à cette journée, les autres directions syndicales ont été contraintes de faire de même sous la pression de leur base.

Ce mouvement a été victorieux, et pas seulement pour les jeunes mobilisés, les travailleurs en sont aussi sortis vainqueurs, car pour la première fois depuis des années, le gouvernement avait reculé. Il avait reculé dès lors que le risque d'extension vers d'autres secteurs, d'autres couches sociales s'était profilé à l'horizon.

La grève générale n'est pas un vain mot. Ce n'est que tous ensemble qu'on peut gagner!

Pauline, [Saint-Denis]



Oui à l'adoption pour les couples gays et lesbiens !

Le mois dernier, quelque 200 députés et sénateurs UMP et UDF signaient un texte contre le droit à l'adoption par les couples homos. Pendant ce temps, le député Vaneest passait en procès pour des propos homophobes. Enfin, la Mission d'information de l'Assemblée nationale sur La famille et les droits de l'enfant (18 UMP, 8 PS, 2 UDF, 2 PC) rend un rapport s'opposant au mariage et à l'adoption par les couples homosexuels.

On peut trouver drôles les vieux culs-bénits, comme Christine Boutin qui déclarait en 1999: « Ce n'est pas par hasard que Dieu a fait naître son fils entre un homme et une femme. » Mais le problème est que les préjugés homophobes sont bien plus répandus. Si la Mission avait été menée par des élus de gauche, il n'est pas sûr que le résultat ait été différent. Jospin, pendant qu'il défendait le PACS, argumentait contre l'adoption, car il faut « penser aux intérêts de l'enfant. »

Le premier argument est de dire que les enfants qui seraient élevés par des couples homos seraient rejetés, traumatisés, car trop différents des autres. En gros, si les pédés et les gouines veulent avoir des relations hors normes, qu'ils le fassent, mais qu'ils n'impliquent pas des enfants innocents là-dedans! Pourtant, des enfants élevés par des homos, il y en a, et depuis longtemps! Les études montrent qu'ils n'ont pas plus de problèmes que les autres, et que ces problèmes sont liés à leur niveau de vie, à leur classe sociale... Pas à

l'orientation sexuelle de leurs parents! Doit-on les laisser dans un statut précaire de non-reconnaissance ou doit-on reconnaître ce qui existe déjà?

Le problème de la reconnaissance, ce n'est donc pas l'intérêt de l'enfant, au contraire, il est nié par l'État. Le véritable souci est idéologique. Valérie Pécresse, rapporteur UMP de la mission d'enquête explique: « Nous tenons au principe fondamental et à la réalité biologique de la filiation père-mère-enfant. » Comme si tous nos comportements étaient déterminés par notre biologie! Comme si les rapports entre les humains n'étaient pas des rapports sociaux! Comme si nos vies étaient déterminées par la nature! Ce que veut dire l'UMP, c'est que la société actuelle attribue aux hommes et aux femmes des tâches différentes et strictes: la maman est douce et cuisine, le papa est sévère et ramène de l'argent à la maison. Si l'on offre à l'enfant un autre modèle, comment pourra-t-il reproduire à son tour ces schémas traditionnels? Si le petit garçon n'a vu que deux mamans, il sera efféminé, si la petite fille ne voit que deux papas, ce sera un garçon manqué, et s'ils voient des gens de leur sexe se comporter comme le sexe opposé, là ils seront tout simplement déjantés!

La Grande Bretagne, l'État espagnol ou encore les Pays-Bas autorisent l'homoparentalité. D'autres la reconnaissent. Mais partout il faut continuer à se battre: pour l'égalité des droits, mais aussi contre les normes sexuelles!

JB, [Nanterre]

Le Congrès de la LCR

Le XVIe congrès de la LCR vient de se tenir à Saint-Denis avec environ trois cents délégués, dans un climat très dégradé du fait des agressions quotidiennes du gouvernement et du MEDEF mais aussi par la victoire du Non au référendum sur la Constitution européenne. La LCR qui a joué un rôle important dans la construction du réseau de plus de 1000 comités pour le non est sortie renforcée de cette campagne unitaire. De ce fait ses responsabilités sont encore plus importantes pour répondre à la fois à la dynamique unitaire qui a existé pendant cette campagne et en même temps proposer des réponses anticapitalistes en terme de programme et de luttes aux coups que reçoivent le monde du travail et la jeunesse en particulier. Les militants ont eu à trancher entre cinq plateformes qui sans être contradictoires pour la plupart, donnaient des appréciations différentes notamment sur les débats dans le PCF, la possibilité ou non d'arriver à des candidatures unitaires de la gauche antilibérale aux prochaines élections. La plateforme la plus nombreuse n'ayant pas atteint

la majorité absolue des mandats, le congrès a décidé de repousser à une Conférence nationale en juin ses décisions sur la présidentielle. Tout en continuant ses démarches unitaires, la LCR se donne déjà comme garantie la recherche des 500 signatures de maires pour le parrainage d'une éventuelle candidature d'Olivier Besancenot. Différents textes notamment sur la lutte contre le gouvernement ont été adoptés à une très large majorité et le Congrès a décidé d'ouvrir un débat sur l'intervention dans la jeunesse et ses formes organisées (JCR et LCR) qui sera tranché par une conférence nationale avant la fin de l'année. Ce débat sera préparé par une commission nationale associant des militants de la LCR et des JCR.

De très nombreuses organisations ont assisté à ce congrès notamment le PCF, les Verts, les Alternatifs, MARS, Alternative citoyenne, la CGT, Solidaires, la Fondation Copernic, Ras'l Front, le Collectif du 29 mai, la Ligue des Droits de l'Homme etc...

Alain Krivine, [porte-parole de la LCR]



Qui sommes-nous ?

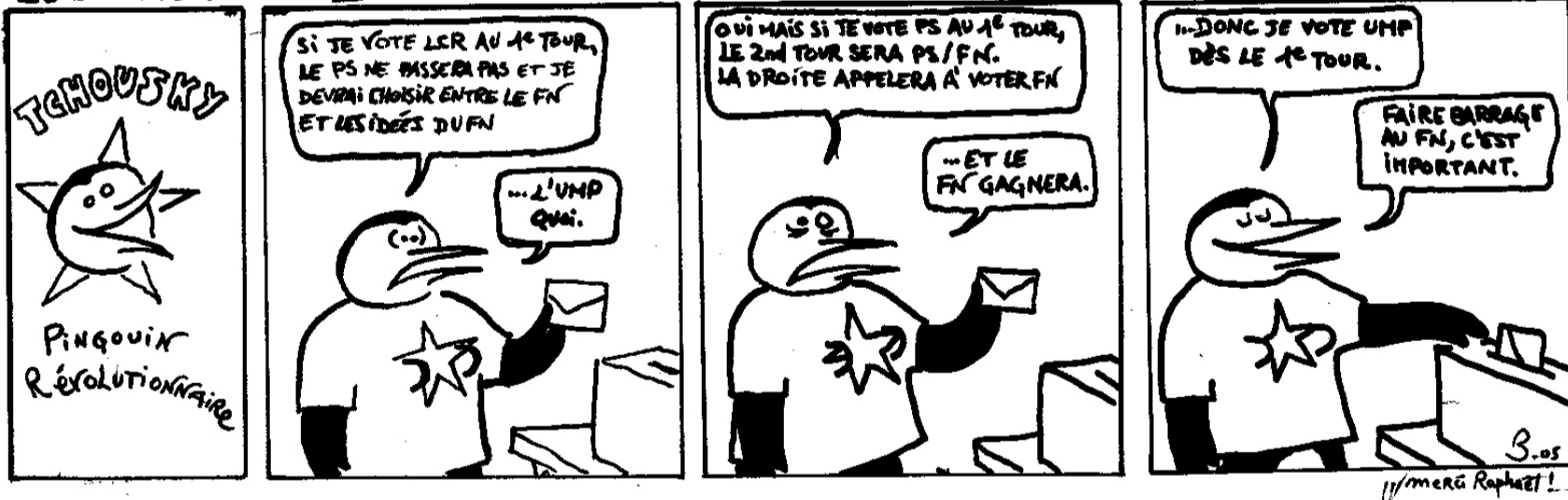
Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation**, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que **d'une rupture radicale avec l'ordre existant**. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

LE DILEMME DE TCHOUSKY



Abonnez-vous !
Prenez contact !

- Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APEIJ)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet en France près d'Agen)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Total: euros
Chèque à l'ordre de APEIJ

- Je veux commander:
- brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
 - carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
 - brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
 - brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)
 - brochure(s) sur Che Guevara (1 euro l'exemplaire)
 - brochure(s) sur mai 1968 (1 euro l'exemplaire)

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil

Nom
Prénom
.....
Adresse
Code postal
Ville
Téléphone
e-mail

JCR: jcr@jcr-red.org
Rédaction: red@jcr-red.org
www.jcr-red.org
01 48 70 42 30

Forum social mondial de Bamako

« Quand l'Afrique unie, ça va faire... » (Tiken Jah Fakou)



Interview de deux jeunes militants révolutionnaires maliens

« Ni pitié ni assistance, dignité et résistance ! »



Le Forum Social Polycentrique de Bamako s'est tenu du 19 au 23 janvier 2006, dans un contexte de luttes.

Il s'est tenu dans un contexte de luttes sociales importantes au Mali. Principalement dans 3 secteurs: les luttes des paysans (80 % de la population) contre les expropriations par les multinationales et les élites corrompues, la lutte des ouvriers de la mine d'or de Morilla contre le pillage et la surexploitation organisés par Bouygues, et la lutte des populations et des cheminots contre la récente privatisation du rail malien.

Ce dernier exemple illustre bien le « rôle progressiste » de la mondialisation capitaliste: les entreprises étrangères (principalement françaises) ont imposé une privatisation partielle des chemins de fer, mais n'ont racheté que le secteur rentable (le transport de marchandises). Elles ont donc laissé à la charge de l'État malien le secteur déficitaire du transport de voyageurs. Conséquence immédiate: 26 des 36 gares du Mali ont fermé!

Le Forum a donc été largement dynamisé par la présence de ces mineurs, paysans et cheminots en lutte. Ce qui a permis une participation de plus de 15000 personnes (dont 90 % de Maliens).

Halte à la FrançAfrique!

La thématique la plus présente a largement été celle de la dette, avec toutes ses conséquences en termes de domination économique et politique. Il y a aussi eu des débats sur le soutien français aux dictateurs (notamment au Togo), sur la FrançAfrique, sur le besoin d'une unité africaine sous contrôle des peuples, sur les alternatives à la mondialisation...

De manière générale, le Forum a été traversé par une forte opposition entre une aile radicale, et une aile institutionnelle et « respectable ». D'un côté le CAD Mali, avec les paysans, les cheminots et les mineurs, de l'autre le FORum pour un Autre Mali (dirigé par Aminata Traoré, ex-ministre). Par exemple, les mineurs et paysans maliens, rejoints par le CAD Mali et les militants radicaux internationaux, ont décidé d'organiser une manifestation pendant le Forum. Elle devait marcher sur l'Ambassade de France, pour dénoncer la politique criminelle de la France, notamment sur la question des sans-papiers.

Mais, au point de rendez-vous, Aminata Traoré est intervenue contre cette manif, et a réussi à dissuader la moitié des manifestants. L'autre moitié a quand même manifesté, mais s'est vite retrouvée bloquée par un mur de CRS maliens.

La jeunesse contre l'impérialisme

Pour nous, l'aspect le plus positif a été la tenue du Camp International de Jeunes « Thomas Sankara ». Il a été organisé par des jeunes, de manière autonome, et en a regroupé plusieurs milliers. Il nous a permis de découvrir Thomas Sankara: dirigeant révolutionnaire du Burkina-Faso, au début des années quatre-vingt, assassiné par l'impérialisme français, et auteur de discours brillants (une de ses phrases revenait presque à chaque débat: « Mieux vaut un pas avec le peuple, que dix pas sans le peuple »). Ce camp nous a permis de rencontrer et d'échanger avec des jeunes militants africains: maliens, togolais, guinéens, sud-africains... Et même de commencer à mener des combats ensemble: lors d'un débat intitulé « Quelle jeunesse africaine face à l'impérialisme? », une certaine Nicole Ameline (représentante du gouvernement français) a osé se pointer et prendre la parole pour « assurer les Africains de l'amour que leur porte la France »! Face au déluge d'interventions des jeunes anti-impérialistes africains et européens, elle a dû quitter la salle! Et le débat s'est fini en reprenant la proposition que nous avons faite d'une campagne internationale pour le démantèlement des bases militaires et le retrait de toutes les troupes françaises en Afrique.

Nous avons donc atteint notre objectif de tisser des liens militants avec de jeunes révolutionnaires africains. Cela devrait se traduire par la présence de plusieurs d'entre eux au prochain camp de jeunes révolutionnaires que nous organiserons en Europe, fin juillet.

Drissa Djan et Fodé (Nanterre)

RED: Pendant le FSM de Bamako, tu as participé à l'organisation d'un camp international de jeunes. Quels étaient ses objectifs?

SOULEY: Le camp international de la jeunesse Thomas Sankara était partie intégrante du Forum Social Mondial. En tant qu'organisation de jeunes, on nous a chargé de l'organisation de ce camp. On était d'accord, mais à condition que la jeunesse soit responsable à l'intérieur: en termes d'activités, de contenu réel des débats, de vision politique donnée au camp, il fallait que ça vienne des jeunes. On a été catégorique là-dessus. Et ça n'a pas du tout été facile pour nous, mais on a pu atteindre cet objectif. Bref, ce camp a été vraiment un camp autonome de jeunes, conçu et réalisé par les jeunes, en toute autonomie.

On a voulu montrer aux jeunes du monde entier, qu'en Afrique il y a des formes de résistance qui existent. Il y a eu des jeunes qui se sont sacrifiées pour la cause des peuples. On parle de Che Guevara dans toutes les rencontres, mais on parle très peu des hommes comme Thomas Sankara, Patrice Lumumba, N'Krumah, Amilcar Cabral...

Aujourd'hui la démocratie est en crise, en tout cas en Afrique les choses sont bloquées, parce que la démocratie suppose de satisfaire les besoins fondamentaux des populations, et c'est le contraire que nous sommes en train de vivre. Mais nous avons aussi des repères et des sources d'inspiration pour créer une autre démocratie, qui n'est pas celle qui est en train d'écraser les peuples.

C'est pourquoi nous avons organisé le « Kurkanfuga de la lutte et de l'espoir »: le Kurkanfuga c'est un espace démocratique, qui date de l'empire mandingue et de Soundiata Keita (vers 1235), c'est un des premiers espaces démocratiques qui ait existé. Une consultation populaire, qui a accouché d'une charte, avec des articles relatifs aux droits universels de l'homme, et une répartition des tâches, en termes de droits et de devoirs.

RED: Le FSM se tient pour la première fois en Afrique. Comment analyses-tu le mouvement altermondialiste?

TAHIROU: L'altermondialisme, ce n'est pas tombé du ciel. Ce n'est que la suite de quelque chose: c'est une réponse des masses populaires face au néolibéralisme, c'est-à-dire à l'ancien impérialisme. À chaque fois que l'impérialisme et le néolibéralisme innovent pour mieux esclavagiser les peuples, les peuples essaient d'y répondre.

C'est bon de se rencontrer dans les forums pour exposer les problèmes qu'on a, etc. Mais le verbe doit s'accompagner d'action! Il ne s'agit pas de dénoncer. Ce que je dis aux altermondialistes, c'est que l'heure est venue pour nous, qui aspirons à défendre l'intérêt des masses populaires, d'initier des actions politiques, et de prendre le pouvoir politique. C'est ça l'action concrète qu'il faut mener aujourd'hui. Mais pas prendre le pouvoir pour le pouvoir. Il faut prendre exemple sur le Venezuela, où les dirigeants sont révoqués par le peuple, ils sont sous le contrôle du peuple.

RED: Tu milites dans un parti politique, le SADI. Peux-tu nous le présenter?

TAHIROU: Le SADI, c'est Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance. C'est un parti politique, d'obédience communiste, qui défend les paysans et les ouvriers. Par exemple, nous sommes en contact permanent avec les ouvriers de la mine d'or de Morilla, exploités par Somatex et Bouygues. Il y a aussi le cas de la région de Ségoula, où on cultive beaucoup le riz: des paysans et des familles de paysans, qui sont là depuis des générations et qui cultivent leur terre simplement, aujourd'hui se font arracher leurs terres par les gouvernements agents du néolibéralisme et du capital financier international, qui les donnent à des généraux, des hauts fonctionnaires... Les paysans ont été très présents lors de ce

Forum, et continuent à réclamer leurs droits « par tous les moyens nécessaires » comme disait le camarade Malcolm X.

RED: Qu'est-ce ça veut dire être marxiste en Afrique?

TAHIROU: Des intellectuels qui ont lu quelques bouquins de Marx et de Lénine, pourront te dire « être marxiste c'est ceci ou cela »...

Alors que ce qui est important dans cette question, c'est qu'il s'agit d'un peuple opprimé. C'est des paysans qui ne savent pas s'exprimer, alors si tu leur donnes un livre sur Marx, ils jettent ça à la maison et ils vont au champ!

Mais c'est des gens qui savent qu'ils sont exploités par un système, que ce n'est pas dû au hasard. De manière innocente ou pas, en tout cas ils savent qu'ils sont exploités, qu'ils sont opprimés, qu'ils sont pauvres et que leur pauvreté n'est pas une fatalité, et que c'est dû à un système, et à une politique menée par les grandes multinationales, relayées localement par le gouvernement.

Ils savent qu'ils sont victimes donc ils se battent contre l'injustice tout court.

Être marxiste en Afrique, c'est tout simplement défendre la justice. C'est ça qui résume le message de Karl Marx, sans rentrer dans les citations intellectuelles...

Être marxiste en Afrique, c'est très simple: on est exploités, on est opprimés, on est colonisés de manière directe ou indirecte, donc on se bat contre ça.

RED: Dans cette oppression coloniale, la responsabilité de la France a été, et est toujours, immense...

TAHIROU: Il y a deux Afrique: l'Afrique qui s'est opposée à la pénétration coloniale et à l'impérialisme, et l'Afrique qui a contribué à favoriser le colonialisme et l'impérialisme. À chacun de nous de choisir son camp, et de continuer à se battre.

Pour mettre fin à la présence militaire française en Afrique, il ne faut pas attendre grand-chose du côté des gouvernants, car si ces troupes sont là aujourd'hui, c'est avec leur consentement. C'est aux peuples d'agir: il faut s'en prendre à cette présence des troupes françaises en Afrique, y compris « par tous les moyens nécessaires ».

RED: Le mot de la fin?

TAHIROU: La lutte, la lutte, et toujours la lutte. Unifier toutes les luttes populaires, les faire connaître, et les imposer.

Propos recueillis par Drissa Djan, [Nanterre]

